

DOSSIER

L'INFORMATION EST PARTOUT LA PREUVE RESTE À CHERCHER

Pages 2, 3, 4, et 5

*Informier n'est pas un privilège.
Savoir n'est pas une faveur.*



ÉDITO

PREUVE

Par S. Méhalla

Il ne faut plus demander aux citoyens de croire les journalistes. Cette époque-là est terminée. Et peut-être est-ce heureux. Pendant longtemps, le prestige du support suffisait presque à authentifier la nouvelle. C'était écrit dans le journal. C'était passé à la télévision. C'était annoncé à la radio. Aujourd'hui, le téléphone a dynamité cette hiérarchie. Le journaliste partage le même écran avec le ministre, l'influenceur, le militant, l'anonyme, le propagandiste, le plaisantin et désormais la machine. Tout le monde publie. Tout le monde commente. Tout le monde possède sa vérité. Alors il faut revenir à quelque chose de plus modeste et de beaucoup plus solide. La preuve. D'où vient ce chiffre ? Qui affirme cela ? Où est le document ? L'image est-elle authentique ? La personne mise en cause a-t-elle été interrogée ? Existe-t-il une seconde source ? Que savons-nous ? Que supposons-nous ? Et que ne savons-nous pas encore ? Voilà peut-être le journalisme après le grand vacarme numérique. Non plus celui qui arrive en proclamant : «Croyez-moi, je suis journaliste.» Mais celui qui dit : «Voici pourquoi je l'écris. Voilà comment je le sais.» La Constitution algérienne donne à la presse des libertés. Elle donne surtout au citoyen un droit, celui d'accéder à l'information. Ces deux libertés ne sont pas concurrentes. Elles sont les deux extrémités de la même chaîne. Le citoyen a le droit de savoir. Le journaliste a le devoir de le chercher. L'administration a la responsabilité de répondre dans les limites fixées par la loi. Et le média a l'obligation de vérifier avant de publier. Si chacun tient sa place, la liberté de la presse cesse d'être une querelle corporatiste. Elle devient ce qu'elle aurait toujours dû être, une infrastructure de confiance entre l'État et la société. Alors, en ce 28 septembre, Crésus ne demandera pas qu'on lui fasse confiance. Nous prendrons un engagement plus difficile. Ne nous croyez jamais sur parole. Demandez-nous nos preuves. Voilà le contrat.

S. M.

Réunion du G77 et de la Chine
Attaf plaide pour un multilatéralisme équitable

PAGE 6



Opep+
L'Algérie réaffirme son attachement au dialogue

PAGE 7



Compétences algériennes à l'étranger
Le pari d'une mobilisation durable

PAGE 16



CAN 2027
Les Verts à Bujumbura pour confirmer

PAGE 13



L'INFORMATION EST PARTOUT

La preuve reste à chercher

28 septembre, World News Day 2026
Presse, liberté, IA et droit à l'information

*Informier n'est pas un privilège.
Savoir n'est pas une faveur.*

Par S. MÉHALLA

Jamais autant d'informations n'ont circulé. Jamais il n'a été aussi facile de fabriquer une image, une voix, un témoignage ou un texte vraisemblable. Et jamais peut-être le citoyen n'a eu autant besoin de savoir qui parle, d'où vient l'information et comment elle a été vérifiée. À l'occasion de World News Day, Crésus confronte les réflexions de grandes signatures internationales à la réalité algérienne. Notre Constitution garantit la liberté de la presse et reconnaît au citoyen un droit d'accès à l'information, aux documents et aux statistiques. Reste une question autrement plus difficile : comment faire vivre ces droits ?

LE JOURNALISME APRÈS LE MONOPOLE DE L'INFORMATION

Le journaliste a perdu quelque chose. Et ce n'est peut-être pas une mauvaise nouvelle.

Il a perdu le monopole de l'information.

Un accident survient et le premier témoin possède un téléphone. Une déclaration est prononcée et son extrait circule quelques secondes plus tard. Une rumeur naît sur facebook, rebondit sur TikTok, se transforme en certitude sur WhatsApp et revient parfois dans un média sous l'élégante formule «selon des informations circulant sur les réseaux sociaux».

Puis l'intelligence artificielle est arrivée.

Elle résume, traduit, écrit, imite, reconstitue une voix et produit une photographie qui n'a jamais existé. Que reste-t-il donc au journaliste ?

La méthode.

Chercher.

Interroger.

Recouper.

Contextualiser.

Douter.

Corriger.

Et, surtout, produire la preuve permettant au lecteur de distinguer ce que nous savons de ce que nous supposons.

Les contributions réunies pour World News Day racontent, chacune à sa manière, cette transformation.

Fernando Belzunce avertit que la désinformation n'est plus seulement une anomalie du système informationnel, les mécanismes numériques peuvent lui donner une puissance industrielle. Garry Pierre-Pierre identifie un danger plus subtil. À force d'être exposé à des versions contradictoires, le citoyen peut finir non par croire le mensonge, mais par renoncer à chercher le vrai.

Phil Chetwynd, de l'AFP, rappelle une évidence oubliée à l'époque des contenus gratuits. Etablir un fait coûte cher. Il faut des reporters, des déplacements, des photographes, des équipements, des vérificateurs et parfois accepter le danger.

Marcelo Rech pose la question écono-



mique suivante : que deviendra ce système si les intelligences artificielles utilisent massivement le travail journalistique alors que les entreprises qui financent sa production s'appauvrissent ?

Stig Ørskov prend le football comme laboratoire. Derrière les milliards, les dirigeants et les institutions sportives, certaines informations n'existent publiquement que parce qu'un journaliste a d'abord décidé de chercher ce qui n'était pas destiné à être rendu public. Kyle Pope transpose cette responsabilité au climat.

Anna Mae Lamentillo introduit une dimension essentielle pour l'Algérie : le droit de savoir implique le droit de comprendre. Sa réflexion sur le journalisme dans les langues locales aux Philippines ouvre chez nous une question magnifique : dans quelle langue doit-on expliquer une décision publique pour qu'elle devienne réellement accessible au citoyen ?

World News Day reprend d'ailleurs explicitement cette idée dans la tribune de Lamentillo.

Enfin, Carlos Fernando Chamorro raconte l'expérience extrême. Chassée de sa rédaction au Nicaragua, son équipe de Confidencial a reconstruit un média transnational depuis l'exil. On peut saisir des locaux. Il est beaucoup plus difficile d'empêcher définitivement une information de trouver son lecteur. Ces expériences sont différentes. Leur point commun tient en une phrase : le journaliste n'est plus celui qui possède l'information. Il doit devenir celui qui démontre pourquoi elle mérite d'être crue.

ET EN ALGÉRIE ?

C'est ici que notre dossier doit cesser de regarder le monde pour regarder nos propres textes.

Et ils sont loin d'être insignifiants.

L'article 54 de la Constitution algérienne garantit la liberté de la presse écrite, audiovisuelle et électronique. Il protège notamment la liberté d'expression et de création des journalistes, leur droit d'accéder aux sources d'information,

leur indépendance et leur secret professionnel. Il reconnaît également le droit de diffuser informations, idées, images et opinions dans les limites fixées par le droit. Deux dispositions mériteraient presque d'être imprimées dans un encadré de Crésus.

LA PREMIÈRE EST CAPITALE :

«Le délit de presse ne peut être sanctionné par une peine privative de liberté.»

La seconde l'est tout autant : l'activité d'un journal, d'une publication, d'une chaîne ou d'un média électronique ne peut être interdite qu'en vertu d'une décision de justice.

Mais l'article 55 change encore la perspective.

Il ne parle plus seulement du journaliste.

Il parle du citoyen.

Tout citoyen dispose du droit d'accéder et d'obtenir des informations, documents et statistiques et de les faire circuler. La Constitution prévoit des limites, notamment relatives à la vie privée, aux droits d'autrui, aux intérêts légitimes des entreprises et à la sécurité nationale.

Voilà pourquoi la liberté de la presse ne devrait jamais être réduite à une affaire entre journalistes et gouvernement.

Le premier bénéficiaire de cette liberté est le citoyen.

NOUVELLE LÉGISLATION, VIEILLE QUESTION

L'architecture juridique de la presse algérienne a profondément évolué depuis 2023 avec la loi organique n° 23-14 relative à l'information, puis les lois 23-19 relative à la presse écrite et électronique et 23-20 relative à l'activité audiovisuelle.

La loi organique a elle-même fait l'objet du contrôle de la Cour constitutionnelle. Celle-ci a notamment rappelé la force normative de l'article 54 de la Constitution et demandé que la terminologie législative respecte précisément la garantie constitutionnelle

concernant les délits de presse.

À cela s'ajoute désormais une dimension économique. La loi de finances pour 2025 a créé un Fonds d'aide à la presse écrite, audiovisuelle et électronique ainsi qu'aux actions de formation et de perfectionnement des journalistes et professionnels de la presse. Le cadre existe.

La vraie question devient :

COMMENT PASSER DU DROIT PROCLAMÉ AU DROIT PRATIQUÉ ?

Une administration qui communique uniquement lorsqu'elle souhaite communiquer ne constitue pas encore un système d'accès à l'information.

Un journaliste qui doit connaître personnellement un responsable pour obtenir une donnée publique n'exerce pas véritablement un droit.

Il bénéficie d'une relation.

Et une démocratie moderne ne peut organiser l'accès aux faits publics autour du carnet d'adresses.

C'est précisément là que le débat pourrait devenir constructif avec les pouvoirs publics.

SEPT CHANTIERS POUR L'ALGÉRIE
Il ne s'agit pas de demander à l'État de se retirer de l'espace informationnel. Il s'agit au contraire de lui proposer d'y devenir plus prévisible, plus rapide et plus documenté.

- Donner un véritable mode d'emploi à l'article 55. Chaque ministère, wilaya, commune et grand organisme public pourrait disposer d'un interlocuteur identifiable chargé de l'accès à l'information. Une demande recevrait un accusé de réception, un délai de réponse et, en cas de refus, une motivation juridiquement identifiable. - Créer un portail national de données publiques. Eau, environnement, santé, budgets, investissements, statistiques territoriales, transports, marchés publics et indicateurs économiques pourraient progressivement devenir consultables dans des formats réutilisables.

Suite en page 3

L'INFORMATION EST PARTOUT

La preuve reste à chercher

Suite de la page 2

Publier la donnée en amont coûte souvent moins cher que combattre la rumeur après coup.

- Professionnaliser les porte-parole. Lorsqu'une institution se tait pendant plusieurs heures face à une crise, le vide n'attend pas son communiqué. Il est immédiatement occupé par les réseaux sociaux. Une administration réactive protège donc autant l'État que les journalistes.

- Rendre les décisions de régulation lisibles. Lorsqu'un média est rappelé à ses obligations ou sanctionné, la décision devrait être juridiquement motivée, publique, intelligible et assortie des voies de recours prévues. La transparence renforce l'autorité de la régulation au lieu de l'affaiblir.

- Faire vivre réellement l'autorégulation professionnelle. Toutes les fautes journalistiques ne nécessitent pas un tribunal. Droit de réponse, rectification visible, médiation et responsabilité déontologique peuvent souvent restaurer plus efficacement la confiance.

- Le fonds public d'aide à la presse pourrait devenir un formidable instrument de modernisation si ses critères sont objectifs et publiés : nombre réel de journalistes employés, production originale, formation...

- Préparer immédiatement le droit de l'information à l'IA. Identification des contenus synthétiques, règles internes des rédactions, protection du travail journalistique, formation à la vérification numérique et réflexion sur la rémunération lorsque des systèmes commerciaux exploitent massivement les productions des médias.

Ce programme ne ferait pas gagner «la presse» contre «le pouvoir».



Il ferait gagner l'information vérifiable contre la rumeur.

ET SI CRÉSUS PASSAIT À L'ACTE ?

10 QUESTIONS À LA RÉPUBLIQUE

Crésus sélectionne dix informations parfaitement légitimes d'intérêt public.

Une statistique sur l'eau.

Un chiffre concernant la santé.

Une donnée sur le logement.

Un marché public.

Une information environnementale.

Une statistique concernant l'emploi.

Un budget local.

Un indicateur sur les transports.

Une donnée concernant l'éducation.

Une information économique détenue par un organisme public.

Nous adressons chaque demande officielle ment.

Et nous ne commentons pas les réponses avant de les avoir reçues.

Nous construisons ensuite un tableau :

DEMANDÉ | DATE | RÉPONSE | DÉLAI | DOCUMENT OBTENU | REFUS MOTIVÉ | SILENCE

Si huit institutions répondent, nous l'écrivons.

Si deux refusent légalement parce que l'information relève d'une exception, nous expliquons pourquoi.

Si certaines ne répondent pas, nous l'écrivons également.

Sans procès d'intention.

Ce serait probablement l'un des papiers les plus intéressants, parce que Crésus ne demanderait plus abstraitement si le droit de savoir existe.

Il l'exercerait.

ET SI L'ÉTAT Y GAGNAIT AUSSI ?

Il existe parfois une erreur de perspective dans les rapports entre presse et institutions.

On imagine qu'une administration qui communique beaucoup abandonne du pouvoir. C'est l'inverse.

Une institution qui fournit rapidement le

chiffre exact devient la source primaire.

Une institution qui explique ses décisions réduit l'espace disponible pour la spéculation.

Une institution qui publie ses données permet au journaliste sérieux de distinguer beaucoup plus facilement l'erreur de la manipulation.

Et une institution capable de reconnaître qu'elle ne dispose pas encore d'une information renforce parfois davantage sa crédibilité qu'en essayant de remplir le silence. La transparence n'est donc pas nécessairement l'ennemie de l'autorité.

Elle peut en être l'un des instruments.

LE CONTRAT

Le journaliste ne peut évidemment pas réclamer de l'État ce qu'il refuse de s'imposer.

S'il demande la transparence, il doit distinguer information et commentaire.

S'il demande des preuves, il doit publier les siennes.

S'il réclame le droit de poser des questions, il doit accepter le droit de réponse.

S'il dénonce les fausses informations, il doit corriger publiquement les siennes.

S'il exige son indépendance à l'égard du pouvoir politique, il doit aussi défendre son indépendance face à l'argent, aux annonceurs, aux intérêts privés, aux partis, aux réseaux d'influence et à sa propre idéologie.

C'est précisément pourquoi World News Day ne devrait pas devenir la journée où les journalistes se congratulent.

La campagne elle-même invite les rédactions à produire leurs propres contenus et à montrer concrètement à leurs lecteurs comment se fabrique une information digne de confiance.

S. M.

Par Phil Chetwynd, directeur de l'information de l'Agence France-Presse (AFP)

Depuis des décennies, on annonce régulièrement la mort des agences de presse. À chaque révolution technologique, le même diagnostic revient. Les réseaux sociaux allaient rendre les agences inutiles. Twitter devait permettre à chacun de raconter directement ce qu'il voyait. Puis l'intelligence artificielle est arrivée, avec une promesse encore plus radicale : pourquoi continuer à financer de vastes réseaux de journalistes lorsqu'une machine peut parcourir l'information mondiale et en produire instantanément une synthèse ? a question mérite d'être posée.

Lors des manifestations iraniennes de 2009, puis pendant les soulèvements du Printemps arabe en 2010 et 2011, les réseaux sociaux ont semblé ouvrir une nouvelle époque. Des citoyens pouvaient montrer au monde ce qui se passait autour d'eux sans attendre l'arrivée d'un correspondant étranger.

Cette révolution a incontestablement élargi l'accès à l'information.

Mais nous avons également découvert ses limites. Les gouvernements autoritaires ont appris à couper Internet. Les plateformes obéissent à des algorithmes dont la fonction première n'est pas nécessairement d'établir la vérité mais de maximiser l'engagement et les revenus. Ces systèmes peuvent être manipulés. Et un citoyen qui filme un événement important n'est pas nécessairement formé pour vérifier ce qu'il voit, replacer l'événement dans son contexte ou distinguer une information d'une manipulation.

Une nouvelle révolution est désormais en cours.

L'intelligence artificielle.

Des outils comme ChatGPT, Claude, Gemini ou

LES CONTRIBUTEURS QUE NOUS AVONS CITÉS DANS NOS ARTICLES

LA VÉRITÉ A UN PRIX



les fonctions de synthèse automatisée des moteurs de recherche peuvent parcourir une immense quantité de contenus journalistiques et produire, en quelques secondes, une réponse apparemment complète. C'est extraordinaire.

Mais cela soulève une question existentielle pour notre industrie.

Si ces outils détournent progressivement les lecteurs des sources qui produisent l'information, tout en rémunérant peu ou pas ceux qui accomplissent le travail journalistique origi-

nal, qui financera demain la collecte des faits dont l'intelligence artificielle a elle-même besoin ?

Il existe en outre une contradiction révélatrice.

Les mêmes outils capables de donner une réponse avec une assurance impressionnante doivent avertir leurs utilisateurs qu'ils peuvent commettre des erreurs. Ils peuvent halluciner.

Parce que produire une réponse et établir un fait ne sont pas la même chose.

Prenons un événement concret.

Lorsqu'un puissant séisme a frappé la région du Népal et du Tibet, faisant plus de 1 400 morts, l'AFP a envoyé des journalistes sur le terrain.

Ce travail ne consistait pas à ouvrir un ordinateur et à résumer ce que d'autres avaient publié.

Nos journalistes népalais connaissaient le terrain, les langues et les populations. Ils disposaient de matériel professionnel, notamment de drones et d'équipements photographiques coûteux.

L'un de nos photographes a voyagé pendant treize heures, utilisant successivement une moto, un camion puis un hélicoptère de secours pour atteindre certaines des zones

touchées.

Pourquoi ?

Parce qu'il fallait voir.

Il fallait parler aux personnes présentes.

Il fallait photographier.

Il fallait vérifier.

Il fallait déterminer ce qui s'était réellement produit.

Dans les premières heures d'une catastrophe, le monde est saturé d'images, de témoignages, de chiffres contradictoires et, désormais, de contenus artificiellement générés.

C'est précisément dans ces moments que les grandes agences internationales — l'AFP, Reuters, Associated Press — remplissent une fonction essentielle.

Elles fournissent les premières informations et les premières images vérifiées sur lesquelles s'appuieront ensuite des milliers de médias.

Cette fonction nécessite des standards professionnels, des journalistes formés et un réseau mondial.

Elle nécessite aussi de l'argent.

Car la vérité coûte cher à établir.

Autour de la catastrophe au Népal ont également circulé des images artificielles et de fausses informations.

L'AFP emploie aujourd'hui plus d'une centaine de journalistes qui travaillent spécifiquement à la vérification et à la démystification des informations trompeuses circulant dans le monde. Ce travail est devenu une composante fondamentale du journalisme contemporain. L'intelligence artificielle peut être un outil formidable. Elle transformera profondément notre métier. Elle permettra d'exploiter plus rapidement des données, d'effectuer certaines recherches, de traduire et d'organiser des volumes considérables d'informations.

Suite en page 4

L'INFORMATION EST PARTOUT

La preuve reste à chercher

LE DIVIDENDE DE L'INTÉGRITÉ

La valeur du droit de savoir

Suite de la page 3

Mais elle ne supprime pas la nécessité de quelqu'un qui, quelque part, établit le fait initial. Avant qu'une machine puisse résumer une catastrophe, quelqu'un doit s'y rendre.

Avant qu'elle puisse citer une enquête, quelqu'un doit l'avoir menée.

Avant qu'elle puisse expliquer une décision, quelqu'un doit avoir interrogé ceux qui l'ont prise.

Et avant qu'elle puisse reproduire une photographie, quelqu'un doit avoir été là pour photographier la réalité.

C'est cela que l'on oublie lorsque l'on considère l'information comme une matière première gratuite et infinie.

Elle ne l'est pas.

Derrière une information fiable se trouvent des reporters, des photographes, des vidéastes, des éditeurs, des spécialistes de la vérification, des traducteurs, des techniciens et des correspondants.

Il existe aussi une responsabilité éditoriale. Une agence de presse engage sa réputation sur ce qu'elle publie.

Elle doit pouvoir expliquer d'où vient une information, comment elle a été obtenue et pourquoi elle estime pouvoir la diffuser. Voilà pourquoi, malgré toutes les prédictions annonçant leur disparition, les agences de presse demeurent au cœur du système mondial de l'information.

Les technologies changent.

Les modes de distribution changent.

Les habitudes des lecteurs changent.

Mais une nécessité demeure :

quelqu'un doit aller chercher les faits.

Chercher la vérité et établir les faits coûte cher et exige des valeurs solides.

Le système mondial de l'information repose plus que jamais sur les réseaux des agences de presse internationales.

Ils sont précieux. défendez-les.

Note World News Day : cette tribune a été commandée dans le cadre de la campagne World News Day.

Par David Walmsley, président du World Editors Forum et rédacteur en chef du Globe and Mail, Mariya Gabriel, sous-directrice générale pour la communication et l'information à l'Unesco, et Liz Corbin, directrice de l'information de l'Union européenne de radio-télévision (UER).

Nous ne manquons pas d'informations. Nous n'en avons même jamais eu autant. Pourtant, partout dans le monde, les citoyens éprouvent de plus en plus de difficultés à répondre à des questions élémentaires :

Que s'est-il réellement passé ?

Qui a décidé quoi ?

Est-ce vrai ?

Voilà le paradoxe de notre époque.

Les sociétés les plus connectées de l'histoire figurent également parmi les plus vulnérables à la confusion, à la manipulation et à la défiance.

L'information circule plus vite que la responsabilité. Les algorithmes peuvent récompenser l'indignation avant l'exactitude. L'intelligence artificielle permet désormais de générer à grande échelle des contenus faux mais parfaitement plausibles.

Dans cet environnement, le droit de savoir n'est pas simplement une question de transparence. Il est au cœur même de la liberté.

Sans compréhension fiable de ce qui se produit et de ce qui est décidé en notre nom, le brouillard de la tromperie s'épaissit et les acteurs malveillants disposent d'un espace plus vaste pour agir en toute impunité. La société devient particulièrement vulnérable lorsque l'accès à l'information lui est refusé.

Access Now et la coalition #KeepItOn ont recensé 313 coupures d'Internet dans 52 pays en 2025, soit le nombre le plus élevé jamais enregistré.

Ces coupures empêchent les journalistes de travailler, réduisent des communautés au silence et peuvent priver des populations d'informations susceptibles de sauver des vies. Les lois garantissant l'accès à l'information constituent donc l'un des piliers de l'intégrité de l'information.

Les derniers travaux de suivi de l'Unesco montrent certains progrès. Son enquête de 2025 indique que 141 pays disposent de



garanties juridiques relatives à l'accès à l'information.

Mais adopter une loi ne signifie pas nécessairement l'appliquer.

Dans de nombreux pays subsistent des insuffisances concernant le contrôle, les mécanismes de recours, l'application des textes, la conservation des archives ou encore la gestion des données.

Parmi les pays ayant répondu à l'enquête, 51 n'étaient pas en mesure de fournir des données sur les demandes d'accès à l'information, alors même qu'ils déclareraient disposer de systèmes ou de procédures destinés à les traiter.

Les commissaires à l'information et les autres autorités de contrôle jouent ici un rôle essentiel. Ils transforment les garanties inscrites dans la loi en droits réellement applicables.

Pourtant, nombre de ces organismes souffrent de mandats insuffisants, de retards dans les nominations, de restrictions budgétaires, d'ingérences politiques ou d'un manque d'indépendance.

Pour que le droit d'accès à l'information fonctionne véritablement, ces institutions doivent être protégées juridiquement, disposer de pouvoirs et de ressources suffisants et pouvoir exercer leur mission à l'abri des influences indues.

Un test conduit en 2025 par l'Unesco et le Centre for Law and Democracy a permis de mesurer très concrètement l'ampleur du problème. 146 demandes identiques d'accès à l'information ont été adressées dans 76 pays.

Les résultats sont éloquentes.

38% n'ont reçu aucune réponse substantielle. Seulement 42% ont abouti à la communication complète des informations demandées. Et le délai moyen de réponse s'établissait à 22 jours.

L'exercice doit être renouvelé afin d'observer l'évolution de ces

pratiques.

Car disposer d'une législation sur l'accès à l'information ne suffit pas.

Encore faut-il que le citoyen puisse réellement l'utiliser.

Lorsque l'information publique devient inaccessible, un journalisme courageux et indépendant prend alors toute son importance.

Le journalisme transforme l'information en compréhension publique.

Il enquête.

Il interroge.

Il recoupe.

Il contextualise.

Il combat également la désinformation, pose les questions que certains préféreraient éviter et permet aux citoyens de participer à la vie publique en connaissance de cause.

Les conséquences de la désinformation sont loin d'être absentes.

L'Unesco estime que certains phénomènes de désinformation peuvent générer des coûts économiques et sociaux considérables, notamment en affaiblissant les réponses de santé publique, en perturbant les processus électoraux, en retardant l'action climatique, en provoquant des pertes financières, en portant atteinte aux réputations et en érodant la confiance dans les institutions. La désinformation n'est donc pas simplement un problème de communication. Elle constitue un risque pour la gouvernance, un coût économique et une menace contre la capacité du citoyen à prendre des décisions éclairées. Dans cet environnement, les médias de service public et les organisations de presse indépendantes constituent des contre-poids essentiels.

Leur mission n'est pas de rechercher l'engagement à n'im-

porte quel prix.

Elle consiste à informer et servir l'ensemble du public.

Mais ces médias doivent simultanément affronter la fragmentation des audiences, la diminution de la confiance, les pressions politiques, les difficultés économiques, la dépendance aux plateformes et la prolifération de contenus faux, synthétiques ou manipulés.

Leur capacité à continuer de produire un journalisme de qualité n'est donc pas seulement une préoccupation professionnelle.

C'est une question démocratique.

La réponse passe notamment par de nouveaux investissements dans le journalisme d'intérêt public, l'indépendance éditoriale, la vérification des faits, les techniques de vérification en sources ouvertes, l'éducation aux médias et à l'information ainsi que la coopération internationale entre rédactions.

Car si les fausses informations traversent les frontières, le journalisme de confiance doit, lui aussi, savoir les traverser.

Les médias de service public constituent une composante importante de cet écosystème.

Mais ils ne peuvent le défendre seuls. À l'occasion de World News Day et de la Journée internationale de l'accès universel à l'information, chacun doit donc assumer sa responsabilité. Les gouvernements doivent appliquer effectivement les lois garantissant l'accès à l'information et protéger l'indépendance des organismes chargés de les faire respecter. Les plateformes et entreprises technologiques doivent assumer leurs responsabilités concernant les espaces informationnels qu'elles façonnent, tout en respectant le droit international relatif aux droits humains. Et les médias doivent toujours privilégier la rigueur sur la course à l'audience. Une information fiable et librement accessible constitue un bien commun. Elle nécessite des autorités protégeant effectivement l'accès aux informations publiques. Elle nécessite des journalistes recherchant la vérité avant toute autre considération. Et elle nécessite que les citoyens puissent connaître les faits.

Le dividende de l'intégrité existe. Mais nous ne pouvons tous en bénéficier que si chacun assume sa part de responsabilité.

CRÉBUS

Quotidien national,
édité par la SARL
CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION
SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com
cresusdz@gmail.com
Tél. : 044 40 74 96

DIRECTEUR DE REDACTION
SAID MEKLA

REDACTRICE EN CHEF
ASSIA MEKHENEF

Rédaction/Administration

MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1^{er} MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz
Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger
Tirage : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité
s'adresser à : l'Entreprise
Nationale de Communication,
d'Édition et de publicité »

Agence ANEP 01, avenue
pasteur- Alger

Tél : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

L'INFORMATION EST PARTOUT

La preuve reste à chercher
Une nouvelle menace sur la liberté de la presse

Par Marcelo Rech,
journaliste brésilien et président exécutif de l'Association nationale des journaux du Brésil (ANJ)

La liberté de la presse a toujours été menacée. En Amérique latine, elle continue de subir la violence, la censure et les pressions politiques. Cuba et le Nicaragua maintiennent des systèmes autoritaires. Au Mexique, des journalistes continuent d'être assassinés. Ailleurs, gouvernements et mouvements politiques, de droite comme de gauche, tentent d'intimider ceux qui enquêtent. Mais une nouvelle menace, moins spectaculaire et peut-être plus profonde, apparaît : l'affaiblissement économique du journalisme par l'appropriation de ses contenus par l'intelligence artificielle. Les grandes plateformes technolo-

giques, valorisées à plusieurs milliards de dollars, utilisent une immense quantité d'informations produites et vérifiées par des journalistes pour alimenter leurs modèles d'IA. Elles peuvent ensuite fournir directement ces informations à leurs utilisateurs, souvent sans rémunérer ceux qui ont financé leur collecte.

Le paradoxe est redoutable. L'intelligence artificielle a besoin d'un journalisme fiable pour produire des réponses crédibles, mais son modèle économique risque précisément d'appauvrir ceux qui produisent cette matière première.

Que restera-t-il à l'IA lorsque les producteurs d'informations originales auront disparu ?

Sans journalistes professionnels, l'écosystème numérique risque de devenir un immense circuit fermé où les machines recyclent des contenus dont l'origine, la fiabilité et la

vérification deviennent progressivement impossibles à déterminer. Les hallucinations et la désinformation peuvent alors prospérer. Cette fragilisation arrange aussi ceux qui préfèrent agir sans surveillance. Les régimes autoritaires, les responsables corrompus et les groupes d'intérêts ont rarement intérêt à disposer face à eux de rédactions suffisamment solides pour enquêter. Les réseaux sociaux montrent déjà ce que peut produire un espace informationnel où la vérification recule. Au Maroc, des dizaines de milliers de personnes, principalement des jeunes, ont ainsi été attirées par des informations circulant sur les réseaux sociaux leur faisant croire qu'une occasion exceptionnelle leur permettrait de rejoindre Ceuta et l'Europe. L'épisode illustre jusqu'où une information trompeuse peut provoquer des comportements collectifs bien réels. Le problème dépasse donc largement la défense écono-

mique des entreprises de presse. Une presse économiquement insoutenable finit par devenir une presse incapable d'enquêter. Et lorsqu'une société perd ses journalistes professionnels, elle ne perd pas seulement des journaux. Elle perd des personnes capables de suivre la corruption, les atteintes aux droits humains, les destructions environnementales et les abus de pouvoir. L'intelligence artificielle peut être un extraordinaire progrès. Mais elle ne peut prospérer durablement en détruisant l'écosystème dont elle tire toutes ses informations. La liberté de la presse suppose donc autre chose que l'absence de censure.

Elle suppose que le journalisme puisse économiquement survivre.

Comme le dit un vieux proverbe brésilien : «Tant qu'il y aura du bambou, il y aura des flèches.»

Par Fernando Belzunce,
directeur général éditorial de Vocento
et auteur de Periodistas en tiempos de oscuridad

L'intelligence artificielle fascine par ses possibilités. Mais l'une de ses conséquences les plus préoccupantes demeure insuffisamment discutée : sa capacité à industrialiser la désinformation.

Images, voix, vidéos et textes peuvent désormais être fabriqués en quelques minutes, avec un réalisme croissant et pour un coût dérisoire. Ce qui nécessitait autrefois des moyens techniques importants peut être produit massivement et adapté aux peurs, aux convictions ou aux préférences d'un public particulier.

La journaliste philippine et prix Nobel de la paix Maria Ressa m'avait montré, il y a quelques années, l'ampleur des campagnes numériques dont elle était victime : cen-

taines de milliers de messages, insultes, humiliations et montages destinés à la discréditer. L'intelligence artificielle donne désormais à ces méthodes une puissance démultipliée. Après plusieurs années d'échanges avec près de 140 journalistes de différents pays, une même conviction apparaît : notre problème n'est plus seulement de raconter ce qui arrive. Il faut réussir à faire compter ce qui est important. Car la vérité ne s'impose plus naturellement.

Les médias ont perdu le monopole de la distribution de l'information. Les grandes plateformes technologiques déterminent désormais une part considérable de ce qui devient visible.

Or leurs algorithmes ne sont pas conçus prioritairement pour rechercher la vérité. Ils cherchent l'attention et l'interaction.

Dans cette économie, l'émotion bat souvent la nuance. Le conflit surpasse l'explication. La certitude attire davantage que le doute.

Le spectaculaire voyage plus vite que le contexte. La désinformation a ainsi franchi un seuil. Elle n'est plus seulement un dysfonctionnement du système. Elle peut devenir une composante de sa logique.

Son objectif n'est d'ailleurs pas toujours de faire croire un mensonge précis. Il peut suffire de multiplier tellement les versions contradictoires que la vérité elle-même finit par perdre sa valeur.

Voilà pourquoi la crise actuelle du journalisme n'est pas seulement économique ou technologique.

Elle est morale. Les journalistes doivent continuer à vérifier lorsqu'on leur demande d'aller plus vite, contextualiser lorsqu'on récompense la simplification, reconnaître l'incertitude lorsque l'écosystème numérique préfère les certitudes instantanées.

L'intelligence artificielle peut pourtant devenir un formidable outil journalistique :

analyser des données, extraire des informations, faciliter certaines enquêtes ou inventer de nouvelles formes narratives. Mais elle ne change pas ce qui constitue la valeur fondamentale du métier : l'information originale, l'enquête, le jugement éditorial, la vérification, le contexte et la responsabilité. Une société peut survivre aux crises et aux désaccords.

Elle aura beaucoup plus de mal à survivre si la vérité cesse d'être une référence commune.

LA PROBLÉMATIQUE

Belzunce pose peut-être la question intellectuellement la plus importante de notre dossier :

Que devient une société lorsque le problème n'est plus seulement le mensonge, mais la disparition progressive d'une réalité commune permettant de distinguer le vrai du faux ?

Cinq autres voix pour sauver le vrai

De l'exil à la langue, du football au climat, cinq journalistes rappellent que la crise de l'information ne se résume ni aux fake news ni à l'intelligence artificielle. Elle touche notre capacité à croire, comprendre, enquêter et, finalement, à continuer de chercher la vérité. Garry Pierre-Pierre, cofondateur du Haitian Times, part d'une expérience presque banale. Lors de l'arrestation de l'homme d'affaires et responsable politique haïtien Reginald Boulos, l'information circule immédiatement sur les réseaux sociaux. Mais les lecteurs attendent la confirmation du Haitian Times. L'un d'eux remercie même le journal d'avoir «validé» la nouvelle. Tout est là. Le lecteur possédait déjà l'information. Ce qui lui manquait était la confiance. Pour Pierre-Pierre, nous sommes entrés dans une époque où produire de l'information devient extraordinairement facile tandis que déterminer ce qui mérite d'être cru devient extraordinairement difficile. La désinformation possède même une arme plus redoutable que le mensonge : l'épuisement. Il suffit parfois de

multiplier les affirmations contradictoires jusqu'à ce que le citoyen renonce et conclut : «On ne saura jamais.» Le journalisme n'a pas le monopole de la vérité, répond Pierre-Pierre. Il possède une méthode : vérifier avant de publier, multiplier les sources, demander des preuves, contextualiser, reconnaître ce qui reste inconnu et corriger ses erreurs. Carlos Fernando Chamorro montre ce que cette méthode peut coûter. Au Nicaragua, sa rédaction de Confidencial a été perquisitionnée et ses journalistes contraints à l'exil. Pourtant, depuis le Costa Rica, les États-Unis, l'Espagne et ailleurs, le média continue d'enquêter sur le pouvoir nicaraguayen. L'exil a transformé Confidencial en rédaction transnationale. Sources sécurisées, vérifications à distance, contournement de la censure numérique : le journalisme devient ici une stratégie de survie. Chamorro résume l'enjeu par l'expérience. On peut fermer une rédaction sans nécessairement faire disparaître le journalisme qu'elle produisait. Aux Philippines,

Anna Mae Lamentillo, fondatrice de Paraluman News, déplace la question vers un territoire souvent oublié : la langue. Un citoyen est-il réellement informé lorsqu'une décision publique lui parvient dans une langue qu'il maîtrise mal ? Dans un pays comptant de nombreuses langues régionales et autochtones, elle défend le journalisme local et multilingue. Une information peut être juridiquement publique tout en demeurant socialement inaccessible. Sa formule pourrait presque devenir un principe universel. Le droit de savoir comprend le droit de comprendre. Stig Ørskov, directeur général de Wan-Ifra, choisit, quant à lui, le football. Derrière le spectacle existent des milliards, des intérêts et des institutions puissantes. Il cite notamment des investigations sur la FIFA pour montrer quelque chose d'essentiel à l'époque de l'intelligence artificielle : une machine peut admirablement résumer une enquête, mais elle ne peut résumer ce que personne n'a encore découvert. Avant qu'un

algorithme fournisse une réponse, quelqu'un doit obtenir le document, rencontrer la source, vérifier et prendre la responsabilité de publier. Enfin, Kyle Pope, de Covering Climate Now, applique cette responsabilité à la crise climatique. Incendies, sécheresses, chaleur et phénomènes extrêmes exigent selon lui un journalisme capable de traduire la science, d'identifier la désinformation et de montrer les solutions. Sa position est plus engagée que celle d'autres contributeurs, mais elle soulève une question essentielle : comment couvrir une menace considérable sans transformer le journaliste en militant ?

CROIRE

Nous pensions que le grand danger serait de manquer d'informations. C'est l'inverse qui s'est produit. Nous en avons tellement que nous pouvons désormais nous y perdre. Une version chasse l'autre. Une vidéo contredit la précédente. Une image devient virale avant d'être authentifiée. Une intelligence artificielle résume ce qu'un réseau

social avait déjà simplifié. Et quelque part, entre la vérité, le mensonge et l'incertitude, apparaît une phrase redoutable : «De toute façon, on ne sait plus qui croire.» C'est peut-être la victoire ultime de la désinformation. Non pas nous faire croire quelque chose de faux. Nous convaincre qu'il est devenu inutile de chercher ce qui est vrai. C'est précisément là que le journalisme retrouve sa raison d'être. Non pour demander au citoyen de croire aveuglément celui qui possède une carte de presse. Mais pour lui donner une méthode permettant de remonter jusqu'au réel. Qui parle ? Quelle est la source ? Où est le document ? Qu'est-ce qui est vérifié ? Qu'est-ce qui ne l'est pas ? Que savons-nous ? Et que devons-nous encore chercher ? L'information est partout. La preuve reste à chercher.

DOSSIER RÉALISÉ
PAR S. MÉHALLA

RÉUNION DU G77 ET DE LA CHINE Attaf plaide pour un multilatéralisme équitable

Le contexte international actuel fait de l'unité et de la solidarité des pays du Sud une nécessité incontournable.

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a appelé, vendredi, depuis New York, à renforcer l'unité et la solidarité des pays du Sud. Cette position a été exprimée lors de la 50e réunion des ministres des Affaires étrangères du Groupe des 77 et de la Chine qui s'est déroulée en marge de la semaine de haut niveau de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations unies. Dans son discours, Ahmed Attaf a souligné que le contexte international actuel, marqué par de profondes mutations, des inégalités persistantes, au changement climatique et aux disparités d'accès à la technologie et au financement, exige une action concertée et une plus grande solidarité internationale.

UNITÉ ET SOLIDARITÉ

A l'entame de son intervention, Ahmed Attaf a salué la contribution du Groupe des 77 et de la Chine dans la défense des intérêts communs des pays du Sud, soulignant l'importance du rôle joué par ce groupe dans le contexte des profondes mutations que connaît le système international. Pour le ministre d'Etat, la cohésion des pays du Sud est une nécessité incontournable pour peser sur la scène mondiale. Ahmed Attaf a, par ailleurs, réitéré l'appel de l'Algérie en faveur d'une restructuration du système



multilatéral et de l'architecture financière internationale, souvent jugés défavorables aux pays du Sud. Il a souligné, à ce titre, la nécessité d'une action multilatérale plus équitable, qui place le développement au cœur des priorités et s'attaque aux déséquilibres structurels du système de financement international, afin, a-t-il ajouté, de permettre aux pays du Sud d'accéder de manière équitable aux ressources et aux

technologies et de contribuer au renforcement des capacités. Ahmed Attaf a également appelé à veiller à ce que la révolution numérique et l'intelligence artificielle ne deviennent pas une nouvelle source de fracture entre le Nord et le Sud, et à ce que la technologie soit un outil au service du développement et de l'autonomisation des peuples, dans le cadre d'une gouvernance internationale inclusive où le savoir ne fait

l'objet d'aucun monopole et où l'accès à celui-ci n'est soumis à aucune restriction.

JUSTICE CLIMATIQUE

Evoquant la question de la lutte contre le changement climatique, le ministre d'Etat a tenu à rappeler l'attachement de l'Algérie au principe des

«responsabilités communes mais différenciées».

Il a insisté sur le fait que les pays en développement, particulièrement africains, en subissent de plein fouet les conséquences bien qu'ils n'y aient que faiblement contribué. Ce qui fait du financement de la lutte contre le changement climatique, du transfert de technologies et du soutien aux pays les plus vulnérables des responsabilités auxquelles il faut répondre sans délai.

ATTACHEMENT AUX PRINCIPES

Enfin, le ministre d'Etat a souligné que l'Algérie, fidèle à son engagement envers les principes de la Charte d'Alger de 1967, continuera à s'engager résolument en faveur du renforcement de la coopération Sud-Sud, de la défense du droit des peuples au développement et de la construction d'un ordre international plus juste, plus inclusif et mieux à même de répondre aux aspirations de tous les peuples en matière de croissance et de bien-être.

S. Smati

APRÈS UNE ANNÉE DE CRISE

Bamako et Niamey tendent la main à Alger

La 81e session de l'Assemblée générale de l'ONU a été marquée par une évolution du discours du Niger et du Mali à l'égard de l'Algérie. Après les critiques et tensions de l'année dernière, les deux pays ont cette fois mis en avant la coopération, le dialogue et la restauration de la confiance. À la tribune de l'ONU, le Premier ministre nigérien Ali Mahamane Lamine Zeine a salué «l'accompagnement» de l'Algérie, affirmant que son pays était «debout» grâce notamment au soutien de son voisin. Il a cité la coopération dans la défense, l'énergie, la santé, l'éducation et les ressources naturelles, ainsi que les projets régionaux, dont le gazoduc transsaharien et la Route transsaharienne. Avec le Mali, le changement de ton apparaît également dans les échanges entre Ahmed Attaf et son homologue Abdoulaye Diop. Les deux ministres ont salué «la dynamique positive actuelle» des relations bilatérales et convenu de préparer une feuille de route pour relancer la coopération. Cette évolution intervient après plusieurs mois de contacts, marqués notamment par la visite du Premier ministre malien Abdoulaye Maïga à Alger et celle de son homologue algérien Sifi Ghrieb à Bamako. La relance de la Grande Commission mixte et la poursuite de projets régionaux ont été annoncées, tandis qu'une visite prochaine d'Assimi Goïta en Algérie est en cours de préparation. À New York, Ahmed Attaf a réaffirmé l'attachement de l'Algérie à la souveraineté des États du Sahel, au dialogue et au lien entre sécurité et développement.

AU CŒUR D'UN SOMMET IMPROVISÉ ALLEMAGNE-RUSSIE-IRAN La diplomatie algérienne en médiation ?

Une scène diplomatique inhabituelle s'est jouée, samedi, à New York, en marge de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations unies. Pour la première fois depuis le début de la guerre en Ukraine, les chefs de la diplomatie allemande et russe se sont retrouvés autour de la même table.

Johann Wadephul et Sergueï Lavrov se sont entretenus pendant un peu plus de vingt minutes. La rencontre, organisée à la demande de la partie allemande, selon Moscou, constitue le premier entretien bilatéral entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays depuis janvier 2022.

Certes, le contenu de l'échange est loin de traduire un quelconque rapprochement politique. Selon la partie allemande, Wadephul a réaffirmé la position de Berlin sur la guerre en Ukraine et appelé Moscou à la désescalade. Les exportations de céréales, les infrastructures énergétiques et l'incident du drone de Leipzig ont également été évoqués. De son côté, Lavrov a déclaré, après la rencontre, que rien de nouveau n'était ressorti de la discussion.

Mais au-delà du contenu officiel, c'est surtout la configuration de cette séquence diplomatique à New York qui interpelle. Une rencontre à laquelle a pris part, par la suite, le ministre iranien des Affaires étrangères,

Abbas Araghchi. Le chef de la diplomatie iranienne était, pour l'occasion, accompagné d'Amar Bendjama, représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies à New York.

UNE RENCONTRE RENDUE POSSIBLE PAR DES TIERS

Johann Wadephul a indiqué que plusieurs interlocuteurs étrangers avaient contribué à rendre possible son contact avec Moscou, en lui faisant notamment savoir que la partie russe était disposée à échanger.

Aucun des interlocuteurs évoqués publiquement par le ministre allemand n'a été identifié comme algérien. Il serait donc prématuré d'attribuer à Alger un rôle dans la préparation de cette rencontre. Un élément de calendrier mérite, toutefois, l'attention.

Le 24 septembre, deux jours avant l'entretien germano-russe, Ahmed Attaf avait reçu à New York son homologue russe Sergueï Lavrov. Selon le communiqué algérien, les discussions avaient porté sur les relations bilatérales, le partenariat économique ainsi que plusieurs dossiers régionaux et internationaux, avec un accent sur le dialogue et les solutions politiques.

Deux jours plus tard, Lavrov rencontrait Johann Wadephul. Cette proximité temporelle ne constitue pas une preuve d'une intervention algérienne. Elle



constitue néanmoins un élément de contexte à prendre en compte dans l'examen des contacts diplomatiques noués à New York.

AMAR BENDJAMA AU CŒUR DE LA SÉQUENCE ONUSIENNE

Autre élément susceptible d'alimenter les interrogations : la présence d'Amar Bendjama dans l'environnement diplomatique de la délégation iranienne lors de cette séquence à New York. Cette présence ne suffit pas à établir une implication algérienne dans l'organisation de la rencontre germano-russe. Elle illustre, toutefois, l'intensité des contacts diplomatiques menés par Alger en marge de l'Assemblée générale de l'ONU.

Depuis le début de la semaine de haut niveau, Ahmed Attaf

multiplie les rencontres avec des responsables internationaux, conformément à la ligne défendue par Alger : maintenir les canaux de dialogue ouverts et privilégier les solutions politiques aux crises.

Dans ce contexte, New York constitue un espace propice à la réactivation de contacts entre acteurs aux positions divergentes. La question d'une éventuelle facilitation algérienne reste donc ouverte, sans qu'aucune confirmation publique ne permette, à ce stade, de parler de médiation.

Pour Alger, l'enjeu demeure surtout de préserver sa capacité à dialoguer avec des protagonistes qui ne se parlent plus directement et de maintenir des passerelles au sein du multilatéralisme.

Smail R.

OEPE+

L'Algérie réaffirme son attachement au dialogue

Marché pétrolier, coopération entre producteurs et gouvernance de l'OPEP étaient au cœur des discussions à Alger.

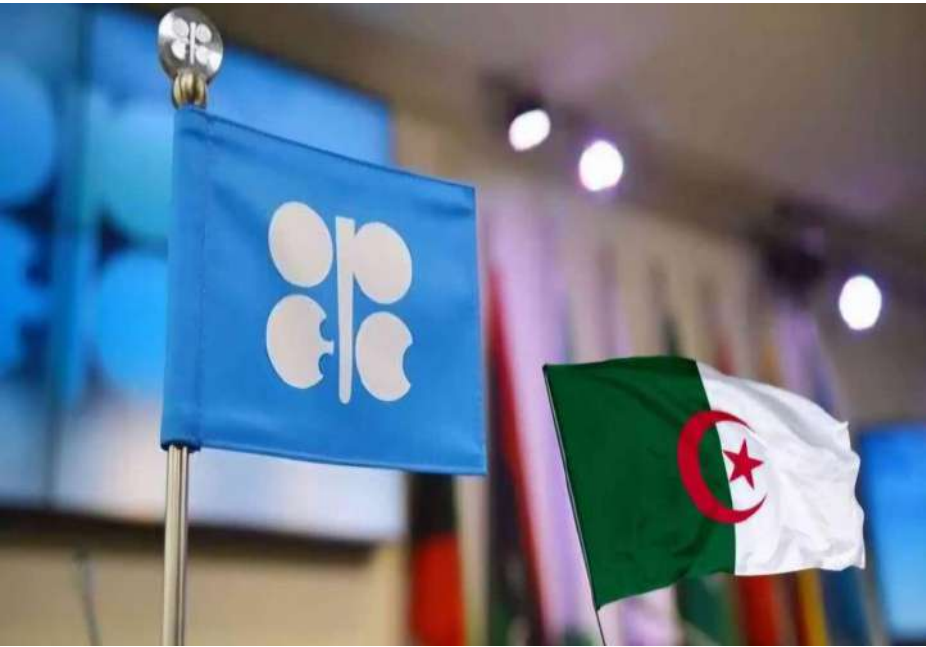
Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a réaffirmé l'attachement de l'Algérie aux principes du dialogue, de la concertation, de la responsabilité collective et de la recherche du consensus, qui fondent l'action de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et la coopération entre les pays membres de l'OPEP+.

Cette position a été réaffirmée hier lors de sa rencontre avec le secrétaire général de l'OPEP, Haitham Al Ghais, en visite de travail en Algérie à l'invitation du ministre d'État.

Les entretiens, tenus au siège du ministère, ont porté sur l'évolution du marché pétrolier mondial et ses perspectives, ainsi que sur les principaux défis auxquels est confrontée l'industrie pétrolière internationale.

Les deux parties ont également examiné les questions liées à la coopération et à la coordination entre les pays participant à la Déclaration de coopération dans le cadre de l'OPEP+, ainsi que les perspectives de renforcement de cette coopération, en vue de consolider la concertation et la coordination entre les pays producteurs.

Les discussions ont également porté sur



le fonctionnement et la gouvernance de l'OPEP, ses priorités et les moyens de renforcer son efficacité face aux transformations que connaît le marché mondial de l'énergie.

La rencontre a, par ailleurs, été l'occasion de marquer le dixième anniversaire de l'« Accord d'Alger », conclu le 28 septembre 2016, qui a constitué une étape majeure dans le renforcement de la coopération

entre les pays membres de l'OPEP et les producteurs non membres de l'Organisation.

À cette occasion, le secrétaire général de l'OPEP a salué le rôle constructif joué par l'Algérie au sein de l'Organisation et de l'OPEP+, ainsi que sa contribution constante aux efforts de dialogue, de coopération et de recherche du consensus entre les pays producteurs.

Les deux parties ont réaffirmé leur volonté de poursuivre la concertation et de renforcer la coopération entre l'Algérie et l'OPEP sur les différentes questions d'intérêt commun liées au marché pétrolier international.

La rencontre s'est déroulée en présence du président-directeur général de Sonatrach, Nouredine Daoudi, du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures, Abdelkader Cherfaoui, du président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures, Amine Remini, ainsi que de plusieurs cadres du secteur des hydrocarbures.

La visite de Haitham Al Ghais en Algérie s'inscrit dans le cadre des relations étroites qui unissent l'Algérie à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

E-COMMERCE

Plus de 260 exposants attendus à Alger

La 5e édition du Salon du e-commerce et des services en ligne « Ecsel Expo 2026 » réunira plus de 260 exposants du 7 au 10 octobre au Palais des Expositions des Pins Maritimes (SAFEX) à Alger. Organisée sur près de 12.000 m², la manifestation rassemblera entreprises, start-up, acteurs technologiques et prestataires de services autour du commerce électronique, de la digitalisation et de la transformation numérique.

Depuis sa première édition, qui comptait 64 exposants, le salon a connu une progression importante. Selon son organisateur, Chemseddine Habboub, « Ecsel Expo » s'impose progres-

sivement comme une plateforme d'échanges pour les start-up et les professionnels, notamment autour des enjeux liés à la souveraineté numérique.

START-UP, INNOVATION ET DIGITALISATION

Le programme prévoit plusieurs conférences consacrées au e-commerce, à la digitalisation des services, à la logistique et à l'innovation. Algeria Venture participera notamment à des panels dédiés à l'« open innovation » et à l'accompagnement des start-up. Sa directrice de la communication et du marketing, Amina

Bacha, a souligné le rôle du salon dans la consolidation de l'économie numérique nationale et dans la mise en relation des entreprises avec leurs partenaires et les marchés.

La 5e édition se tiendra sous le parrainage des ministères de l'Economie de la connaissance et des Start-up, du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, ainsi que de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Par ailleurs, les organisateurs lanceront le « Passeport ECSEL », qui permettra aux visiteurs et professionnels de bénéficier durant six mois d'offres et d'avantages proposés par les exposants et partenaires.

ALGÉRIE-THAÏLANDE

L'énergie au cœur du partenariat

Alger et Bangkok veulent donner un nouvel élan à leur coopération économique, avec l'énergie, l'investissement et le commerce au centre des discussions. Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, s'est entretenu à New York avec le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères thaïlandais, Sihasak Phuangketkeow, en marge de la 81e session de l'Assemblée générale de l'ONU. Les deux responsables ont examiné les moyens de renforcer les relations bilatérales, notamment dans les domaines de l'investissement, du commerce et de l'énergie. Ce dernier secteur constitue un axe important du partenariat, notamment à travers la présence en Algérie de PTTEP, partenaire de Sonatrach dans le

développement du champ de Hassi Bir Rekaïz, dans le bassin de Berkine. La coopération entre les deux groupes s'est renforcée en mai dernier avec la signature d'un contrat portant sur la deuxième phase de développement du gisement. Le projet prévoit notamment une nouvelle unité de traitement du pétrole brut d'une capacité de 31 500 barils par jour, ainsi que des installations pour le traitement du gaz associé et des eaux de production.

284,73 MILLIONS DE DOLLARS D'ÉCHANGES

Sur le plan commercial, l'Algérie est le 8e partenaire de la Thaïlande en Afrique. Les échanges bilatéraux ont atteint 284,73 millions

de dollars, selon les données disponibles en mai 2025, dont 104,01 millions de dollars d'exportations thaïlandaises vers l'Algérie et 180,72 millions de dollars d'importations thaïlandaises en provenance d'Algérie.

Les ventes algériennes concernent principalement le gaz naturel, le pétrole brut et les produits pétroliers raffinés, tandis que les exportations thaïlandaises portent notamment sur le riz, les machines, les véhicules, les fruits transformés et le bois. La rencontre d'Ahmed Attaf avec son homologue thaïlandais s'inscrit dans le cadre des consultations diplomatiques menées par l'Algérie à New York, autour des grands dossiers internationaux et du renforcement de ses partenariats bilatéraux.

PROTOMARKET

1 700 projets en finale

Le défi « ProtoMarket » entre dans sa dernière ligne droite. Quelque 1 700 projets ont franchi les différentes étapes de sélection et accèdent à la phase finale de l'évaluation, selon le comité national chargé du concours. Issus de plusieurs spécialités et domaines, les projets qualifiés font actuellement l'objet d'un examen approfondi. Le comité se penche notamment sur leur contenu et leurs plans d'affaires afin d'arrêter la liste définitive des lauréats. Cette ultime phase doit permettre de départager les projets encore en lice et de finaliser le classement conformément au calendrier arrêté. L'évaluation des plans d'affaires se poursuit projet par projet. Cette étape constitue l'un des derniers volets du processus avant la proclamation des résultats. La liste des projets lauréats devrait être dévoilée lundi prochain, au terme de l'examen des dossiers et de la finalisation des différentes opérations d'évaluation. Le concours, qui a réuni des projets relevant de secteurs et de spécialités variés, connaîtra ainsi son épilogue avec l'annonce des porteurs de projets retenus. Après la proclamation des résultats, les procès-verbaux d'évaluation doivent être transmis aux établissements universitaires concernés à la fin de la semaine prochaine, selon le calendrier fixé par le comité national. Les 1 700 projets qualifiés attendent désormais le verdict final, qui permettra d'identifier les projets appelés à être distingués dans le cadre de « ProtoMarket ».

INVESTISSEMENTS

Les Britanniques en prospection à Béjaïa

L'ambassadeur du Royaume-Uni en Algérie, James Downer, a rencontré à Béjaïa des opérateurs économiques locaux pour explorer les opportunités d'investissement et de partenariat

avec les entreprises britanniques. Organisée sous l'égide de la Chambre de commerce et d'industrie Soummam, la rencontre a permis de mettre en avant les atouts économiques de la wilaya,

ses zones d'activités et ses capacités productives. Les échanges ont également porté sur la formation et les compétences, notamment celles développées par l'Université de Béjaïa, afin d'ac-

compagner les besoins des entreprises et des investisseurs. Cette démarche ouvre ainsi de nouvelles perspectives de coopération économique entre Béjaïa et les opérateurs britanniques.

NOUVELLES CITÉS À NAÂMA

Inauguration de 6 établissements scolaires

L'opération d'inauguration a concerné des établissements scolaires modernes destinés à améliorer les conditions de scolarisation des élèves, à contribuer à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et à accompagner l'expansion urbaine que connaissent les différentes villes de la wilaya.

Le Secrétaire général chargé de la gestion des affaires de la wilaya de Naâma, Messaoud Boulaaras, a supervisé, en fin de semaine, l'inauguration de six nouvelles infrastructures éducatives dans plusieurs communes de la wilaya, dans le cadre du renforcement des établissements scolaires, afin de répondre aux besoins des nouveaux quartiers, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. L'opération d'inauguration a concerné des établissements scolaires modernes destinés à améliorer les conditions de scolarisation des élèves, à contribuer à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et à accompagner l'expansion urbaine que connaissent les différentes villes de la wilaya. Il s'agit notamment de l'école primaire «Khidi-Tayeb», du collège «Rajaa-Mohamed» et du lycée «Allali Boudkhil», situés dans le quartier des 1.599 logements intégrés, toutes formules confondues, sur la route d'Aïn-Benkhelil, dans la commune de Naâma, a précisé la même source. Le secteur de l'éducation a également été renforcé dans le village de Kalâat-Cheikh Bouâmama, dans la commune de Moghrar, avec la mise en service de l'école primaire «Chahid Cherkaoui Bachir». Dans la commune d'El-Biodh, une école primaire portant le nom du



défunt moudjahid «Kaddour Boumelha» est également entrée en service dans le quartier des lotissements sociaux. A Mécheria, un collège baptisé du nom du moudjahid «Djelouli Abdelhakem» a, quant à lui, été inauguré dans le quartier El Feth. A cette occasion, M. Messaoud Boulaaras a indiqué que la mise en service de ces nouvelles infrastructures s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer les capacités

d'accueil dans les nouveaux quartiers et à accompagner la réalisation des infrastructures éducatives, ainsi que des différents autres équipements nécessaires, parallèlement à la mise en œuvre des importants programmes de logements en cours dans les différentes régions de la wilaya. Le même responsable a exhorté les responsables du secteur de l'éducation dans la wilaya à veiller au bon fonctionnement de ces

établissements, réalisés conformément à des normes de haute qualité et dotés d'équipements pédagogiques et scientifiques permettant aux élèves d'étudier dans des conditions confortables et favorables à la concentration. Il convient de signaler que les nouvelles écoles primaires réceptionnées disposent de cantines scolaires équipées de matériels et d'équipements de cuisine les plus modernes, ainsi que de salles adaptées et ornées de tableaux artistiques, afin d'assurer la distribution de repas chauds dans des conditions sanitaires appropriées.

ILLIZI

Lancement des activités du festival du livre lu

Les activités du Festival du livre lu ont débuté à la bibliothèque principale de lecture publique «Khemayes Baktet» à Illizi, et se poursuivront jusqu'au 5 octobre prochain, a-t-on appris hier, auprès des organisateurs. Le directeur de la bibliothèque principale de lecture publique, Moussa Kemmar, a indiqué que cette manifestation, dont le

coup d'envoi a été donné samedi soir sous le slogan «Pour que nos livres aient une autre vie», et organisée sous le parrainage de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, et la supervision du wali d'Illizi, Ahcène Khaldi, vise principalement à promouvoir la lecture et à favoriser l'intérêt pour le livre. Il a annoncé, en parallèle, le

lancement d'une plateforme intitulée «Nos livres». Le programme de cette manifestation culturelle prévoit aussi des conférences, des séances de vente-dédicace et d'échange de livres, ainsi que des récitals de poésie, une exposition consacrée au livre lu et diverses activités destinées aux enfants, selon la même source.

DISTRIBUTION D'EAU À BEJAÏA
Le programme modifié

L'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) de la wilaya de Bejaïa a annoncé une modification provisoire du programme de distribution d'eau potable à partir de dimanche (hier, Ndlr), en raison de travaux de réparation au niveau de la conduite principale du système de transfert des eaux de Tichy-Haf. Dans le cadre de la program-

mation de travaux de réparation sur la conduite principale (1.200 mm de diamètre), du système de transfert des eaux de Tichy-Haf, une modification provisoire du programme de distribution d'eau potable sera opérée pendant 48 heures, à compter du dimanche 27 septembre, est-il indiqué dans un communiqué de l'entreprise.

Cette modification concerne les communes de Timizrit, Beni Djellil, Feraoun, Semaoune, Amizour, Barbacha, El Kseur, Tifra, Adekar et Taourirt-Ighil, ainsi que Fenaïa Ilmaten, Oued Ghir et le chef-lieu de wilaya. L'unité de l'Algérienne des eaux de Bejaïa a assuré avoir mobilisé l'ensemble de ses équipes techniques afin de garantir la

réalisation des travaux de réparation dans les meilleures conditions et dans les meilleurs délais possibles, tout en œuvrant à rétablir progressivement l'approvisionnement et à revenir au programme habituel de distribution dès l'achèvement des travaux, selon le communiqué.

TAMANRASSET

L'arboriculture en pleine expansion

L'arboriculture, en particulier, suscite un engouement croissant auprès des jeunes, parallèlement au développement des cultures maraîchères et au maintien de l'élevage, selon la direction des services agricoles (DSA). Les données communiquées par la subdivision des services agricoles de la commune de Tazrouk indiquent que la surface agricole totale (SAT) est estimée à 620 hectares, dont environ 300 ha de superficie agricole utile (SAU), et la majorité des terres exploitées se situent sur les berges d'oueds. Distant de près de 180 km de Tamanrasset, Tazrouk culmine à plus de 1.800 mètres d'altitude, bénéfici-

ant d'un climat froid en hiver et agréable en été. Marquée par une faible pluviométrie, la région voit son agriculture reposer essentiellement sur l'irrigation via les forages agricoles. La commune a recensé un total de 496 exploitants agricoles lors du recensement général de 2024, avec une moyenne d'environ 0,50 hectare par exploitation agricole. L'arboriculture fruitière s'impose comme l'une des filières agricoles les plus dynamiques de la région, on y retrouve notamment la vigne -avec l'ensemble de ses variétés de raisin principalement le sans-pépin- l'abricotier et le pêcher, favorisées par les conditions cli-

matiques propices de la région. M. Ouled El-Hadj Yazid, de la subdivision des services agricoles de Tazrouk, a précisé que la filière a connu un essor ces dernières années, ponctué par l'engouement des jeunes pour l'investissement, ce qui a contribué à développer l'activité et diversifier la production agricole locale. La production d'arbres fruitiers a atteint environ 6.235 quintaux (qx) durant la saison agricole 2025-2026, alors que celle des céréales est estimée à 280 qx, s'agissant d'une filière essentiellement tournée vers l'agriculture de subsistance compte tenu des surfaces cultivables restreintes.

TÉBESSA

32 classes
intégrées pour
les élèves
à besoins
spécifiques

Au total, 32 classes intégrées ont été aménagées dans la wilaya de Tébessa pour la scolarisation, dès cette année scolaire (2026-2027), d'élèves à besoins spécifiques, selon le directeur de l'action sociale et de la solidarité (DASS), Nacer Melouah. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que ces classes, ouvertes au sein d'établissements scolaires, accueillent des enfants atteints d'autisme, d'un handicap moteur, d'une déficience mentale et de trisomie 21. M. Melouah a ajouté que ces classes intégrées visent à "concrétiser le principe de l'égalité des chances en matière de scolarité des enfants à besoins spécifiques" et à "favoriser leur intégration dans la société". Le DASS a également indiqué que son secteur compte actuellement 3 centres pédagogiques pour personnes en situation de handicap mental, dont deux à Tébessa et un à Ouenza, en plus d'un centre psychopédagogique pour enfants handicapés moteurs dans la commune d'Ouenza, d'un centre régional spécialisé dans la prise en charge des enfants atteints de troubles du spectre autistique, à Bir El Ater, et de plusieurs établissements privés agréés par le secteur pour la prise en charge des personnes à besoins spécifiques.

RÉPARATION DE LA PANNE SUR LES CONDUITES DE DISTRIBUTION À BOUDOUAOU

Tous les moyens mobilisés

35 camions et 7 engins ont été mobilisés pour le déblayage et le transport de la terre, ainsi que divers équipements pour évacuer les débris et réparer la panne.

Le secrétaire général du ministère de l'Hydraulique, Omar Bougueroua, a affirmé samedi à Boumerdès que l'Etat avait mobilisé tous les moyens humains et matériels nécessaires pour prendre en charge et réparer la panne soudaine survenue vendredi au niveau de la conduite principale de 2.000 mm de diamètre, relevant du système de transfert d'eau Taksebt-stations de dessalement d'eau de mer de Cap Djinet (1 et 2) et Corso, alimentant en eau potable les wilayas d'Alger et de Boumerdès. Le même responsable a indiqué, lors de son déplacement sur les lieux pour suivre les travaux de réparation, accompagné du wali de Boumerdès, Amine Benmalek, ainsi que de représentants du secteur de l'hydraulique, de l'Algérienne des eaux (ADE) et de la Protection civile, que «les services concernés ont mobilisé tous les moyens humains et matériels nécessaires afin de réparer cette panne dans les meilleurs délais». Dans ce cadre, 35 camions et 7 engins ont été mobilisés pour le déblayage et le transport de la terre, ainsi que divers équipements pour évacuer les débris et réparer la panne survenue sur les conduites de transfert d'eau depuis le barrage de Taksebt (Tizi-Ouzou)



vers Alger, en passant par la wilaya de Boumerdès. Le responsable a également fait état de la mise en place d'un «plan visant à garantir la disponibilité de l'eau potable,

avec la mobilisation de 55 camions-citernes pour approvisionner les centres de l'ADE et les habitants des communes enregistrant des perturbations dans l'alimenta-

tion en eau, notamment Khemis El Khechena, Boudouaou, Boudouaou El Bahri et Larbaatache».

Une cellule de crise a, par ailleurs, été installée afin de suivre les travaux de réparation et les opérations d'intervention. Les mesures nécessaires ont également été prises pour atténuer les impacts de cette panne, recenser et accompagner les familles dont les habitations ont été touchées par des infiltrations d'eau, selon la même source. Pour rappel, la région de Draa Lekhel, dans la commune de Boudouaou, à l'ouest de Boumerdès, a enregistré vendredi une panne au niveau de cette conduite principale de 2.000 mm de diamètre, relevant du système de transfert d'eau Taksebt -stations de dessalement de Cap Djinet (1 et 2) et Corso, alimentant les wilayas d'Alger et de Boumerdès. Immédiatement après cet incident, le ministre de l'Hydraulique, Lounes Bouzegza, s'était rendu sur place avec le wali de Boumerdès, Amine Benmalek, et les responsables des différentes instances concernées, afin de s'enquérir des travaux de réparation. Il avait donné des instructions pour que la panne soit réparée dans un délai maximum de 48 heures.

JOURNÉE NATIONALE DU TOURISME

Tamelaht célèbre son patrimoine

À l'occasion de la Journée nationale du tourisme, célébrée le 27 septembre de chaque année, le wali de Bouira a donné, samedi, le coup d'envoi de la deuxième édition du Festival national du sel naturel, organisé durant trois jours au village de Tamelaht, dans la commune d'Ahnif. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le wali de Bouira, Mme Houria Aggoune, en présence du président de l'Assemblée populaire de wilaya, ainsi que des membres de la commission de sécurité, de représentants de la famille révolutionnaire, des responsables

locaux, des directeurs exécutifs, des élus, des représentants des associations et des notables de la région. Placée sous l'égide du ministère du Tourisme, cette manifestation réunit plus de 200 jeunes venus de différentes régions du pays. Elle constitue un espace d'échange et de découverte autour du tourisme de montagne, de l'artisanat, de la culture et des activités de loisirs. Au-delà de son aspect touristique, le festival met en lumière une pratique ancestrale intimement liée à la culture locale, l'extraction du sel naturel. Cette activité, transmise de génération en

génération, constitue un savoir-faire traditionnel que les organisateurs souhaitent préserver et valoriser. Lors de sa visite du village ancien, le wali s'est rendu à proximité de l'ancienne mosquée de Thardath, où des explications lui ont été présentées sur l'oued du sel ainsi que sur les techniques traditionnelles d'extraction de ce produit naturel. L'objectif est de faire connaître les dimensions économiques, touristiques et culturelles de cette ressource locale, tout en préservant les traditions qui lui sont associées. Le programme prévoit également plusieurs activités desti-

nées à faire découvrir aux jeunes participants les richesses naturelles et patrimoniales de la région. Dans ce cadre, une compétition de pétanque a été lancée, tandis que le wali a invité les jeunes visiteurs à multiplier les sorties à la découverte des paysages et des sites touristiques de la wilaya. Le festival accorde également une place importante à l'artisanat et à la culture à travers une exposition mettant en valeur les produits et les créations des artisans locaux. Une exposition consacrée au livre est également organisée afin d'encourager la lecture et de renfor-

cer la dimension culturelle de la manifestation. Le volet solidaire n'est pas en reste, avec la présence d'une équipe médicale chargée d'une journée de sensibilisation au dépistage précoce des maladies chroniques, ainsi que l'organisation d'une opération de don de sang. La manifestation s'est également prolongée par une excursion destinée aux personnes âgées de la région vers la station thermique de Hammam Ksana. Une initiative qui vise à leur permettre de découvrir davantage les potentialités naturelles et touristiques de la wilaya.

JIJEL

Deux morts dans un accident de la circulation

Deux personnes ont trouvé la mort dans un grave accident de la circulation survenu hier matin sur la RN43, au niveau d'Oued Djendjen, dans la commune d'El Emir Abdelkader, daïra de Taher, dans la wilaya de Jijel. Selon les services de la Protection civile, l'accident s'est produit lorsqu'un véhicule a dévié de sa trajectoire avant de chuter dans l'oued, au niveau de la route nationale 43. Le bilan provisoire fait état de deux décès, un homme et une femme. Les opérations d'intervention et de secours se poursuivent. Pour cette opération, la Protection civile a mobilisé trois ambulances, un camion de secours ainsi que trois plongeurs.

UTILISATION D'UNE PLAQUE D'IMMATRICULATION ÉTRANGÈRE OU 16-00

La Gendarmerie nationale met en garde

La Gendarmerie nationale a mis en garde, dans une publication sur sa page Tariqi sur Facebook, contre l'utilisation d'une immatriculation portant une inscription qui ne correspond pas au véhicule. Elle a précisé que la mise en circulation d'un véhicule

équipé d'une plaque d'immatriculation portant une immatriculation provisoire, par exemple 16-00, ou une immatriculation étrangère, constitue un délit. Dans sa publication, elle a déclaré : «n'utilisez pas une plaque d'immatriculation portant un

numéro qui ne correspond pas au numéro d'immatriculation du véhicule. Y compris la plaque portant le numéro d'immatriculation provisoire (par exemple : 16-00 ou un numéro d'immatriculation étranger)».

La publication ajoute que cet

acte constitue un délit et expose son auteur aux sanctions prévues par la loi. Celles-ci peuvent aller de 3 mois à deux ans d'emprisonnement, ainsi qu'à une amende de 50.000 DA à 200.000 DA, avec possibilité de confiscation du véhicule.

CONSTANTINE

Saisie de deux quintaux de drogue

Les services des douanes ont procédé à la saisie de près de deux quintaux de drogues dans la wilaya de Constantine, a indiqué hier, un communiqué de la Direction générale des Douanes. Selon le communiqué, «dans le cadre des efforts soutenus et continus déployés sur le terrain pour lutter contre la contrebande et le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, les agents de la brigade régionale spécialisée dans la lutte contre la contrebande de marchandises et

de drogues à Constantine, en coordination avec des éléments de l'Armée nationale populaire, ont procédé, au cours d'une opération qualitative, à la suite de la fouille d'un garage, à la saisie de près de deux quintaux de drogues». La quantité saisie comprend 246 750 comprimés de stupéfiants solides de type ecstasy, pour un poids de 108 kg, ainsi que 79 kg et 440 g de kif traité, 6 kg et 740 g de stupéfiants solides de type cocaïne, auxquels s'ajoutent 2 kg et 200 g de poudre

d'ecstasy. Deux véhicules touristiques utilisés pour le transport de ces drogues ont également été saisis. Cinq personnes ont été arrêtées et présentées devant les autorités judiciaires compétentes, précise le communiqué. Cette opération s'inscrit, selon la même source, «dans le cadre de la coordination opérationnelle permanente entre les différents services de l'État afin de lutter contre la contrebande et le trafic de drogues et de substances psychotropes».

SUR FOND DE TENSIONS À ORMUZ Téhéran met en garde Washington

Les forces armées iraniennes sont pleinement préparées à toute nouvelle attaque américaine.

Les tensions restent vives entre l'Iran et les États-Unis autour du détroit d'Ormuz. Les autorités iraniennes affirment que leurs forces armées sont prêtes à répondre à toute nouvelle attaque américaine, alors que Washington et Téhéran restent engagés dans une confrontation qui menace de perturber davantage la navigation dans cette importante voie maritime stratégique.

Selon les médias officiels iraniens, le porte-parole de l'armée iranienne, Mohammad Akrami-Nia, a déclaré hier que les forces armées du pays étaient « pleinement préparées » à faire face à une éventuelle nouvelle attaque américaine. Il a également averti que les États-Unis pourraient subir des dommages plus importants en cas de nouvelle offensive contre l'Iran. Dans une autre déclaration, le commandant en chef des forces armées iraniennes, Amir Hatami, a estimé que le conflit était entré dans une phase « critique et décisive ». Il a affirmé que Téhéran refusait de se retrouver dans une situation où l'Iran ne pourrait plus commercer alors que des puissances étrangères continueraient d'utiliser les



voies maritimes stratégiques de la région.

LE DÉTROIT D'ORMUZ AU CŒUR DE LA CONFRONTATION

Le détroit d'Ormuz est devenu l'un des principaux points de tension entre les deux pays. Situé entre l'Iran et Oman, il constitue une voie maritime essentielle pour le transport mondial d'hydrocarbures.

Les autorités iraniennes ont

réaffirmé leur volonté de contrôler les conditions de navigation dans cette zone. Téhéran affirme notamment vouloir imposer aux navires traversant le détroit des « frais de service », destinés notamment à financer certains services, dont la protection de l'environnement. Les États-Unis s'opposent fermement à cette initiative.

Washington aurait par ailleurs mis en place un dispositif visant à limiter les activités portuaires iraniennes, accentuant la pression

économique et maritime exercée sur Téhéran.

UN SOUS-MARIN AMÉRICAIN SANS ÉQUIPAGE CAPTURÉ, SELON TÉHÉRAN

Dans ce contexte déjà tendu, les Gardiens de la révolution iraniens ont annoncé hier avoir pris le contrôle d'un sous-marin américain sans équipage dans le détroit d'Ormuz.

Selon un communiqué diffusé par la télévision officielle iranienne, l'opération aurait reposé sur des moyens de renseignement et de guerre électronique. Les autorités iraniennes affirment avoir intercepté un drone sous-marin de type **Remus 600**, présenté comme un engin autonome utilisé pour des missions de renseignement. Téhéran affirme que le sous-marin est désormais entre les mains d'experts iraniens, qui chercheraient à en extraire les données.

Cette annonce intervient après une déclaration similaire faite par les Gardiens de la révolution le 8 septembre dernier. À l'époque, l'armée américaine avait reconnu qu'un de ses drones maritimes avait subi un « dysfonctionnement », sans confirmer publique-

ment sa capture par l'Iran.

UNE NAVIGATION FORTEMENT PERTURBÉE

La situation dans le détroit d'Ormuz fait craindre de nouvelles perturbations du trafic maritime international. Avant le déclenchement du conflit, cette voie maritime constituait un passage majeur pour les exportations mondiales de pétrole et de gaz naturel liquéfié.

L'Iran maintient actuellement des restrictions sur la navigation dans la zone, tandis que les États-Unis exercent une pression croissante sur les infrastructures portuaires iraniennes.

La multiplication des incidents maritimes, les menaces réciproques et la présence de moyens militaires et de drones dans la région font désormais du détroit d'Ormuz un point particulièrement sensible de la confrontation entre Washington et Téhéran. Pour l'heure, les déclarations des deux camps témoignent d'un durcissement du rapport de force, alors que la question de la liberté de navigation dans le détroit demeure au centre des tensions régionales.

R.I/agences

CESSEZ-LE-FEU À GHAZA Le Qatar met en cause Netanyahu

Le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Qatar, Mohammed ben Abderrahmane Al Thani, a accusé le Premier ministre sioniste Benjamin Netanyahu de constituer désormais « le principal obstacle » à la mise en œuvre du plan du président américain Donald Trump pour la bande de Gaza.

Dans une interview accordée à CNN et diffusée samedi soir, le responsable qatari a estimé que l'entité sioniste ne respectait pas, selon Doha, plusieurs engagements pris dans le cadre de l'accord conclu le 9 octobre 2025 à Charm el-Cheikh.

Cet accord, obtenu après des négociations indirectes entre l'occupant et le Hamas sous médiation américaine, égyptienne et qatarie, porte notamment sur la première phase du plan américain pour Gaza et prévoit un cessez-le-feu ainsi que des dispositions relatives à l'aide humanitaire et au retrait des forces sionistes.

DOHA DÉNONCE DES VIOLATIONS DE L'ACCORD

Selon Mohammed ben Abderrahmane, l'entité sioniste refuse de mettre en œuvre certaines dispositions de l'accord lorsqu'elles lui sont demandées et « agit dans la

direction opposée ». Il estime que cette situation profite au gouvernement de Benjamin Netanyahu.

Le chef de la diplomatie qatarie affirme également que l'entité sioniste contrôle toujours plus de 70 % de la bande de Gaza, alors que l'accord prévoit un retrait. Il accuse par ailleurs l'armée sioniste de poursuivre ses opérations militaires malgré le cessez-le-feu annoncé en octobre 2025.

Le Qatar fait également état de difficultés concernant l'acheminement de l'aide humanitaire. L'accord prévoirait l'entrée d'au moins 600 camions d'aide par jour dans l'enclave palestinienne. Selon Mohammed ben Abderrahmane, la moyenne réelle serait toutefois d'environ 150 camions quotidiens. Doha affirme disposer d'une « longue liste de violations » attribuées au gouvernement sioniste et indique que les médiateurs travaillent à préserver l'accord et à empêcher son effondrement.

La guerre déclenchée après les attaques du 7 octobre 2023 a provoqué une catastrophe humanitaire majeure dans la bande de Gaza. Selon les chiffres cités dans le texte, le conflit aurait fait des dizaines de milliers de morts et plus de 175 000 blessés palestiniens, tandis que des millions de

personnes ont été déplacées.

Le Qatar estime que les restrictions concernant l'entrée de nourriture, de médicaments, de matériel médical et de moyens d'hébergement aggravent une situation déjà extrêmement difficile pour la population civile.

De son côté, l'entité sioniste affirme régulièrement que ses opérations militaires visent le Hamas et que les restrictions concernant l'aide répondent notamment à des considérations sécuritaires.

Au cours de la même interview, Mohammed ben Abderrahmane a évoqué la médiation qatarie entre les États-Unis et l'Iran.

Selon lui, Doha œuvre depuis plusieurs semaines pour remettre sur les rails le processus diplomatique entre Washington et Téhéran. Les deux pays auraient engagé des discussions indirectes, dans lesquelles le Qatar joue un rôle de médiateur.

Le responsable qatari a fait état de « progrès positifs » dans ces échanges, tout en appelant les deux parties à préserver la confidentialité des négociations afin de leur permettre d'aboutir.

Il a également averti qu'« il n'y aura pas de victoire militaire » et que les populations seraient les premières à payer le prix

d'une nouvelle escalade.

CRAINTE D'UNE EXTENSION DU CONFLIT

Pour Doha, les conséquences des tensions entre Washington et Téhéran dépassent désormais largement le cadre du Moyen-Orient. Une nouvelle escalade pourrait, selon le Premier ministre qatari, affecter l'économie mondiale, notamment en raison de l'importance stratégique du détroit d'Ormuz pour les approvisionnements énergétiques et le commerce international.

Les tensions entre les États-Unis, l'entité sioniste et l'Iran se sont fortement aggravées au cours des derniers mois, sur fond de désaccords concernant notamment la sécurité régionale et la navigation dans le détroit d'Ormuz.

Le Qatar tente ainsi de maintenir ouverts les canaux diplomatiques sur deux dossiers majeurs : la mise en œuvre de l'accord concernant Gaza et la reprise du dialogue entre Washington et Téhéran. Pour Doha, la poursuite de ces efforts constitue un moyen d'éviter une nouvelle escalade militaire dans une région déjà profondément déstabilisée.

RETRAIT AMÉRICAIN D'IRAK Erbil exprime ses inquiétudes

À l'approche du retrait des forces américaines et de la coalition internationale d'Irak, prévu d'ici au 30 septembre, les dirigeants kurdes expriment leurs inquiétudes. Alors que Bagdad s'apprête à célébrer ce départ comme une « Journée de la souve-

raineté », Erbil redoute une dégradation de la situation sécuritaire.

Le bureau du Premier ministre du Kurdistan irakien, Masrour Barzani, a précisé hier sa position après un article du Financial Times lui attribuant des propos

qualifiant le retrait américain de « honteux ». Le bureau a contesté l'interprétation du journal, tout en soulignant les risques liés au départ des forces de la coalition.

Selon Erbil, la région du Kurdistan a subi plus d'un millier d'attaques de missiles et de

drones ces derniers mois. Masrour Barzani estime que l'absence de systèmes de défense suffisants laisse la région vulnérable.

Le chercheur Kifah Mahmoud juge ces inquiétudes « justifiées ». Il avertit que le retrait américain pourrait offrir davantage de liber-

té d'action aux cellules dormantes de Daech encore présentes dans plusieurs régions d'Irak. Il souligne également les lacunes persistantes de la défense aérienne, des capacités de renseignement et de l'équipement des forces irakiennes.

PREMIER LEAGUE

Manchester City : le spectre de la relégation

Reconnu coupable de nombreuses infractions financières, Manchester City risque de lourdes sanction pouvant aller jusqu'à une relégation.

Condamné sur 114 des 115 charges financières qui lui étaient reprochées, Manchester City est désormais sous la menace de lourdes sanctions, pouvant aller jusqu'à l'exclusion de la Premier League. La relégation, voire un scénario encore plus radical, est désormais évoquée. Le football anglais retient son souffle. Après plusieurs années d'enquête et une longue procédure devant une commission indépendante, Manchester City

aurait été reconnu coupable de 114 des 115 charges liées aux règles financières de la Premier League. Les sanctions, elles, n'ont pas encore été prononcées.

Le dossier porte notamment sur la transmission d'informations financières jugées inexactes, la rémunération de joueurs et d'entraîneurs, le respect des règles de rentabilité et de durabilité ainsi que la coopération du club avec les enquêteurs de la Premier League.

DES SANCTIONS QUI PEUVENT ALLER TRÈS LOIN

À ce stade, plusieurs scénarios sont évoqués dans la presse britannique : amende, retrait de points, restrictions sportives ou encore exclusion de la Premier League. Une relégation en Championship fait partie des hypothèses avancées, mais aucune décision de cette nature n'a été prise à ce jour.

Manchester City, qui a toujours rejeté les accusations, a d'ailleurs rappelé que « le processus de la Premier League reste en cours », soulignant que plusieurs étapes doivent encore être achevées. Le club devrait également faire appel du verdict.

L'ampleur du dossier explique l'attention considérable qu'il suscite. Les 115 charges initiales couvraient notamment 54 manquements présumés concernant les informations financières, 14 liés aux rémunérations des joueurs et entraîneurs, 5 concernant les règles de l'UEFA, 7 relatives aux règles de rentabilité et de durabilité de la Premier League et 35 por-



tant sur la coopération avec l'enquête.

HAALAND AU CENTRE DES SPÉCULATIONS

Une éventuelle sanction sportive lourde pourrait également avoir des conséquences sur l'effectif manchesterien. Erling Haaland serait évidemment l'un des joueurs les plus convoités en cas de bouleversement majeur à l'Etihad.

Le Norvégien, lié à Manchester City sur le long terme, fait déjà l'objet de nombreuses spéculations sur le marché des transferts. Le Real Madrid et le FC Barcelone sont régulièrement cités parmi les

clubs intéressés, tandis que le Paris Saint-Germain et le Bayern Munich figurent également dans les rumeurs.

Mais une éventuelle relégation ne signifierait pas automatiquement un départ de Haaland. Son contrat et les conditions financières d'un transfert constitueraient des obstacles majeurs pour les clubs intéressés.

Pour Manchester City, l'enjeu est donc désormais considérable. Le verdict sur les charges constitue une étape majeure, mais la véritable bataille ne fait que commencer : celle des sanctions et des éventuels recours.

LIGUE DES CHAMPIONS

Feyenoord lourdement sanctionné



La lourde défaite concédée par Feyenoord face au FC Barcelone (5-1), lors de la première journée de la Ligue des champions, a été suivie d'une sanction de l'UEFA. Le club néerlandais a écopé d'une amende totale de 74 375 euros en raison de plusieurs incidents impliquant une partie de ses supporters au stade du Barça.

La Commission de contrôle, d'éthique et de discipline de l'UEFA (CEDB) a rendu sa décision samedi, après avoir examiné les différents faits survenus lors de cette rencontre.

La sanction financière comprend plusieurs volets. Feyenoord devra notamment payer 25 000 euros pour des comportements racistes ou discriminatoires constatés dans les tribunes.

Le club néerlandais a également été condamné à 26 375 euros pour des jets d'objets, tandis que les dégradations commises dans le secteur réservé à ses supporters lui ont valu une amende supplémentaire de 13 000 euros. Enfin, un message considéré comme incompatible avec une manifestation sportive a entraîné une sanction de 10 000 euros.

LE QUOTA DE BILLETS ÉGALEMENT MENACÉ

L'UEFA a également prononcé une sanction concernant les déplacements des supporters de Feyenoord. Le club risque ainsi une réduction de 25 % de son quota de billets pour un prochain match de Ligue des champions à l'extérieur. Cette mesure est toutefois assortie d'un sursis. Elle ne sera donc appliquée qu'en cas de nouvelle infraction susceptible d'entraîner sa mise en œuvre. Cette décision vient clore une soirée particulièrement agitée à Barcelone, marquée par la large victoire des Catalans et plusieurs incidents dans le parage réservé aux supporters néerlandais.

REAL MADRID

Plus de peur que de mal pour Mbappé

Sorti sur blessure avec l'équipe de France, Kylian Mbappé a passé des examens rassurants. L'attaquant du Real Madrid souffre d'une hyperextension de la capsule postérieure du genou gauche et devrait observer une dizaine de jours de repos.

Kylian Mbappé peut souffler. Sorti prématurément après un choc au genou gauche lors de la rencontre entre la France et la Turquie, l'attaquant du Real Madrid a passé des examens médicaux à son retour en Espagne. Ceux-ci n'ont révélé aucune lésion ligamentaire grave. Le club madrilène

a indiqué que son joueur souffrait d'une hyperextension de la capsule postérieure du genou gauche. Une blessure qui devrait nécessiter entre 10 et 12 jours de repos, selon les premières estimations médicales.

VILLARREAL ET ROME COMPROMIS

Cette indisponibilité devrait contraindre Mbappé à manquer les prochaines échéances du Real Madrid, notamment le rendez-vous de Liga face à Villarreal. Sa participation au déplacement européen à Rome demeure également incertaine. Le staff médical madrilène

devrait toutefois privilégier la prudence et éviter toute reprise précipitée. L'objectif est de permettre au Français de récupérer pleinement avant son retour à l'entraînement collectif.

LE CLASICO EN LIGNE DE MIRE

La principale satisfaction pour le Real Madrid concerne surtout la perspective de voir Mbappé disponible pour le premier Clasico de la saison. Le choc face au FC Barcelone est programmé le 25 octobre au Spotify Camp Nou, soit près d'un mois après sa blessure.

Sauf complication durant sa récupération, l'attaquant français devrait ainsi disposer du temps nécessaire pour retrouver progressivement ses sensations et sa condition physique avant ce rendez-vous majeur. Auteur d'un début de saison remarqué avec huit buts lors de ses huit premières apparitions officielles, Mbappé demeure une pièce essentielle du dispositif madrilène. Son retour sera donc particulièrement attendu, alors que le Real Madrid s'apprête à enchaîner plusieurs rendez-vous importants en Liga et en Ligue des champions.

MANCHESTER UNITED

Bruno Fernandes forfait avec le Portugal



Touché depuis plusieurs matches, Bruno Fernandes ne participera pas au déplacement du Portugal en Norvège. Le sélectionneur Jorge Jesus évoque une blessure « compliquée ». Mauvaise nouvelle pour Manchester United et la sélection portugaise. Bruno Fernandes a été déclaré forfait pour le match du Portugal face à la Norvège,

disputé hier à Oslo. Le milieu de terrain souffre d'un problème physique que le sélectionneur portugais Jorge Jesus a qualifié de « compliqué ». Le capitaine de Manchester United n'a pas participé à la dernière séance d'entraînement de la Seleção, samedi, à la veille du rendez-vous à l'Ullevaal Stadion. Le staff portugais a préféré ne prendre aucun risque avec son meneur de jeu. À l'issue de la rencontre précédente, Jorge Jesus a expliqué que la blessure de Fernandes ne remontait pas au dernier match. « Lors du match contre le pays de Galles, nous avons aligné tous les joueurs disponibles, mais Bruno Fernandes est sorti avec un problème compliqué », a indiqué le technicien portugais. Le sélectionneur a également précisé que le joueur évoluait avec cette gêne depuis plusieurs rencontres. Fernandes aurait ainsi disputé les

trois derniers matches malgré des douleurs, ce qui aurait notamment pesé sur son rendement face au pays de Galles.

LE REPOS COMME PRIORITÉ

Face à cette situation, le staff portugais a donc décidé de ménager son capitaine pour le déplacement en Norvège. L'objectif est clair : éviter une aggravation et permettre au joueur de récupérer pleinement avant de retrouver les terrains.

Une absence qui pèse pour la Seleção, tant Bruno Fernandes occupe une place centrale dans l'entrejeu portugais. Du côté de Manchester United, son état physique sera également surveillé de près. Les Red Devils espèrent que cette période de repos permettra à leur capitaine de récupérer sans compromettre sa disponibilité pour les prochaines échéances du club.

CAN 2027

Les Verts à Bujumbura pour confirmer

Cette rencontre constituera la deuxième sortie de Brahim Hemdani sur le banc des Verts. Après avoir lancé son mandat par une victoire contre la Zambie, le sélectionneur national cherchera à maintenir cette dynamique et à permettre aux Verts d'enchaîner un deuxième succès dans le groupe I.

Après leur succès face à la Zambie (3-1), les hommes de Brahim Hemdani ont quitté, hier, Alger pour Bujumbura, où ils affronteront le Burundi demain, dans le cadre de la deuxième journée des qualifications à la CAN-2027.

Au lendemain de leur victoire contre la Zambie (3-1), vendredi soir au stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou, les Verts ont regagné le Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa pour préparer leur deuxième rendez-vous de cette campagne qualificative.

La Fédération algérienne de football (FAF) avait programmé le départ à 10h00 à bord d'un vol spécial d'Air Algérie. Après un trajet de sept à huit heures, la délégation algérienne devait arriver à Bujumbura en début de soirée.

UN GROUPE AMOINDRI

Pour ce déplacement, les Verts seront amoindris de deux joueurs, notamment, l'attaquant Amine Gouiri, et le latéral gauche, Rayan Aït Nouri. Amine



Gouiri manquera le reste du camp en raison d'une blessure à la cuisse gauche, selon les examens médicaux auxquels le joueur a été soumis. La Fédération algérienne de football a confirmé dans un communiqué officiel que les tests effectués sur le joueur samedi matin ont révélé une blessure à la cuisse gauche, ce qui l'a contraint à quitter le match contre la Zambie. La fédération a expliqué que Gouiri va bénéficier d'une période

de repos avant de quitter le camp de l'équipe nationale dimanche matin pour retourner à son club l'Olympique Marseille, où il subira des examens médicaux supplémentaires sous la supervision du personnel médical de l'équipe française, afin de déterminer la nature de la blessure et la durée de son absence. Amine Gouiri est le deuxième joueur à quitter le camp de l'équipe nationale d'Algérie pendant la pause actuelle,

après l'exclusion de Rayan Aït Nouri de la liste suite à un différend avec l'entraîneur Ibrahim Hamdani lors de la seconde mi-temps du match contre la Zambie.

ENCHÂÎNER SOUS LA CONDUITE DE HEMDANI

Le coup d'envoi du match Burundi-Algérie sera donné mardi à 14h00, heure algérienne, soit 15h00 heure locale, au stade Intwari de Bujumbura.

Pour leur deuxième sortie sous la conduite de Brahim Hemdani, les coéquipiers d'Anis Hadj Moussa tenteront de confirmer leur bon départ et de décrocher une deuxième victoire consécutive dans ces confrontations. L'historique des confrontations est favorable aux Verts. En six rencontres face au Burundi, l'Algérie compte quatre victoires et deux matchs nuls, sans jamais s'être inclinée.

La dernière confrontation entre les deux sélections remonte à janvier 2024, lors d'un match de préparation à la CAN-2023, remporté largement par l'Algérie (4-0).

TOURNOI INTERNATIONAL DE CROATIE Les U17 s'imposent face à l'Arabie saoudite

La sélection algérienne des moins de 17 ans a réussi son entrée dans le tournoi international amical de Croatie en s'imposant face à l'Arabie saoudite (2-0), vendredi, lors de la première journée. Les Verts ont rapidement pris les commandes grâce à Nechab Walid, auteur de l'ouverture du score dès la 6e minute. Bendiab Zadig a ensuite doublé la mise, permettant à l'Algérie de rejoindre la pause avec deux buts d'avance. Dirigée par Amine Ghimouz, la sélection algérienne poursuivra son parcours face à la Croatie, pays hôte, le 29 septembre à 12h30. Elle affrontera ensuite la Hongrie, le 2 octobre à 12h30, avant de boucler le tournoi contre le Qatar, le 5 octobre à 15h00. Ce tournoi constitue une étape de préparation importante pour les jeunes Verts, qualifiés pour la Coupe du monde U17-2026, prévue au Qatar du 19 novembre au 13 décembre. L'Algérie avait décroché son billet après avoir atteint les quarts de finale de la CAN U17, disputée en mai dernier. Au Mondial, les Algériens évolueront dans le groupe J avec les États-Unis, le Chili et le Monténégro. Ils débiteront face au Chili le 21 novembre, avant d'affronter le Monténégro le 24 novembre et les États-Unis le 27 novembre. La compétition mondiale réunira 48 sélections réparties en 12 groupes. Les deux premiers de chaque groupe ainsi que les huit meilleurs troisièmes accéderont aux seizièmes de finale.

BENSEBAÏNI, LE NOUVEAU PATRON DES VERTS Le brassard de Mahrez sur ses épaules

Ramy Bensebaïni a officiellement endossé le brassard de capitaine de l'équipe nationale algérienne. Le défenseur a conduit les Verts lors de leur victoire face à la Zambie (3-1), vendredi soir au stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi Ouzou, pour le compte de la première journée des éliminatoires de la CAN 2027. Au lendemain de ce succès, Bensebaïni a souligné l'importance de bien entamer cette nouvelle campagne, après les dernières désillusions de la sélection. Il a également reconnu que la rencontre face à la Zambie n'avait pas été facile, les visiteurs ayant notamment mis les Algériens en difficulté par leurs contres.

« C'est une victoire importante pour commencer, surtout après la sortie de la Coupe du monde. Le match n'a pas été facile. L'équipe zambienne est difficile à manier et s'est beaucoup appuyée sur les contre-attaques, notamment en première mi-temps », a expliqué le capitaine des Verts.

Le défenseur a relevé la différence entre les deux périodes, avec une Zambie plus entreprenante après la pause et capable de

réduire l'écart. Bensebaïni retient toutefois la capacité de son équipe à gérer la rencontre et à assurer l'essentiel.

« Nous avons vu deux mi-temps différentes. En seconde période, ils se sont créés des occasions et ont réussi à marquer un but, mais au final, je pense que nous avons bien géré le match et fait ce que nous devions faire », a-t-il ajouté.

Cette victoire permet aux Verts de lancer leur campagne qualificative pour la CAN 2027 sur une note positive, au début du nouveau cycle dirigé par Brahim Hemdani.

« UN IMMENSE HONNEUR »

Cette rencontre a également marqué une étape importante dans la carrière internationale de Bensebaïni, appelé à succéder à Riyad Mahrez comme capitaine de la sélection.

Le défenseur mesure pleinement la portée de cette responsabilité. « C'est une grande responsabilité. Être d'abord le capitaine de l'équipe nationale, et ensuite le successeur d'une légende de la taille de Riyad



Mahrez... C'est un immense honneur pour moi et, si Dieu le veut, je serai à la hauteur de cette responsabilité », a-t-il déclaré. Désormais capitaine des Verts, Bense-

baïni devra accompagner ce nouveau cycle dès mardi à Bujumbura, où l'Algérie affrontera le Burundi pour la deuxième journée des éliminatoires de la CAN 2027.

TRIATHLON L'Algérie s'impose chez les dames à Skikda

L'Algérie a remporté, avant-hier à Skikda, la World Triathlon Development Regional Cup dans la catégorie « élite dames », tandis que les hommes ont décroché la deuxième place. La compétition a réuni 40 athlètes représentant quatre pays au centre n°7 de la plage Larbi Ben M'hidi, dans la commune de Filfila.

Les Algériennes ont dominé l'épreuve féminine, en monopolisant les trois premières places. Dalia Aidouni s'est imposée en 1 h 12 min 02 sec, devant ses compatriotes Saliha Nardjess Berrached (1 h 12 min 26 sec) et Lina Bennaïmer (1 h 18 min 28 sec).

Chez les hommes, Naïm Mokhi a pris la deuxième place en 57

min 38 sec, derrière le Tunisien Zakaria Chetoui, vainqueur en 56 min 10 sec. Le Mauricien Rémi Gérard a complété le podium en 58 min 02 sec.

Organisée par la Fédération algérienne de triathlon en coordination avec le Club sportif de Stora, l'épreuve comprenait 750 m de natation, 20 km de cyclisme

sur route entre le village touristique Larbi Ben M'hidi et l'entrée de Filfila, puis 5 km de course à pied.

Le président de la Fédération algérienne de triathlon, Sofiane Benchekeur, a précisé que cette édition 2026 avait réuni des athlètes âgés de 16 ans et plus, représentant l'Algérie, la Tunisie, Mau-

rice et le Togo. Il a souligné que la compétition visait notamment à « promouvoir et développer » le triathlon sur le continent africain.

Des médailles ont été remises aux lauréats à l'issue des épreuves, en présence de représentants de la Fédération algérienne de triathlon et des autorités locales de la wilaya de Skikda.

Mots Croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									

Horizontalement
1- Parachever. 2- Dénouement .
3- Saveur d'un aliment - Terres entourées d'eau. 4- La page des gros titres - Qui est couramment employé. 5- Montré sa joie - 365 jours - Indique la liaison entre deux mots.
6- Stérilisée. 7- Ville de Loire-Atlantique de France - Après zéro. 8- Puissant explosif - Mal des lépreux.
9- Saisons chaudes - Partie de oiselet.

Verticalement
1- Second rôle. 2- Maniant l'ironie. 3- Oiseau échassier dont une espèce est gris cendré - Greffe au jardin. 4- Clair est précis - Apte sans (e). 5- Le fémur par exemple - Mot qui désigne anonymement un individu.
6- Règles établies par le Parlement - Lac d'Italie.
7- Unis par alliance - Pour un calcul de ronds. 8- Ils guettent.
9- Crochet de boucherie - Prince légendaire troyen.

4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Reddition Réddition Redition Redission	Baccalauréat Bacalauréat Bakalauréat Baccallauréat
Spécifique Specifique Spésifique Spéciffique	Marchandage Marchondage Marchanddage Marchondage

Les mots fléchés

GRANDE CÉRÉMONIE	↓	CAPUCHE	↓	CELA FEND SE TROUVE DANS UNE CITÉ	↓	M'APPARTIENS	↓	PERSONNE SÉDUISANTE	↓	SOLDAT AMÉRICAIN FUS CAPABLE	↓	DÉPARTEMENT DE FRANCE
GAGNÉE	→	NOMADE	↓		↓	ABIMÉE	↓	GUETTÉ SAVANT	→			↓
PLANTE MINIME	→							↓			PÉNÉTRANT	
OUED	→		GRANDE OUVERTE ORDRE DE MARCHÉ	→		FINASSER BANDE DE TISSU	→				↓	
TRÈS GÂTÉ CARNIVORE MALODORANT	→		↓		DÉSIGNA PAR VOTE CAPTIVE	↓				VENU AU MONDE FOSSE NASALE	→	
↓					↓	SANS DENTS GAUCHIRA	→			↓		
APRÈS DO SALÉ ET FUMÉ	→		CLAIR MOQUEUSES	→		↓	CÉRIUM		SPÉCIALITÉ DE L'ARTISTE SECONDE ÎLE DE FRANCE	→		
↓			↓	SE DIT D'UN TON PÉDANT LA TIENNE	→		↓		↓			
BROYÉ À MOITIÉ	→			↓				TAPIS DE SOL TROUÉS	→			
↓		CHEF DE BANDE PETIT COCHON	→				CACHÉ LA VÉRITÉ DIFFÉRENT	↓				
OFFRE BOURSIÈRE JEUNES ENTÉTÉS	→	↓		PRESSER LE PIS SOUILLER	→						DÉNOMBRE	
↓				↓	VOITURE BORD D'ÉTOFFE	→				SUPPRIMÉ	↓	FAIS DES ESSAIS
LAÏCS	→	CLUB DE MADRID USÉ	↓		↓	POSSÉDANT CRÉATURES	→			↓		↓
↓	↓					↓			ABSORBÉE SYMBOLE DU NICKEL	→		
TIENT BON SUPPORTER	→							PATRONY- MES DÉCAMPÉ	↓			
↓							USTENSILE DE PÊCHEUR FLEUVE D'ITALIE	↓				
CUBES DE JEU HABILE	→			RASSASIÉ	→				VIEILLE COLÈRE	→		
↓			NÉCESSITÉ VITALE	→						EN LES	→	

BIFFE-TOUT

EN 8 LETTRES :
Chien originaire de Chine

ABOMINABLE	DILUTION	NAIN
AMIDONNAGE	ECRIVAIN	NAPPERON
AMUSÉ	ENTENDU	NAVRANT
ANCESTRAL	ENVAHI	OBSCUR
ANGLOPHILE	FAITOUT	OEILLET
BANANERAIE	FANFARON	PARMESAN
CAPÉTIEN	FANTASSIN	PAVILLON
CASSATION	FLEURET	PÉPITE
CENTRIFUGE	FROMENT	PLUS
CHÂTELAIN	GÉANTE	SALOIR
COHÉSION	GUSTATIF	SECRÉTAIRE
COLLUTOIRE	HOMÉOPATHE	TECKEL
COMPACT	INCANTATION	TENNISMAN
COMPAS	INDUCTION	TRIQUE
CONFORTABLE	LOUFOQUE	ULTIMATUM
COSINUS	MAGNÉSIUM	UNITÉ
CRYPTE	MÉCHANT	
DESSERT	NAGEUR	

S	E	C	R	E	T	A	I	R	E	A	N	G	L	O	P	H	I	L	E
M	T	E	N	N	I	S	M	A	N	N	O	I	T	A	S	S	A	C	U
A	F	C	I	N	E	H	C	H	C	F	A	E	S	R	F	U	E	N	L
G	A	A	T	S	A	R	E	A	O	M	I	A	N	A	I	C	L	A	T
N	N	S	U	E	Y	V	P	L	I	M	L	T	I	V	R	Q	E	P	I
E	F	M	U	P	L	E	R	D	B	O	E	T	A	I	A	N	U	P	M
S	A	O	T	N	T	L	O	A	I	A	O	O	V	T	T	H	C	E	A
I	R	E	I	I	I	N	I	R	N	U	T	A	P	E	S	O	I	R	T
U	O	E	E	N	N	S	R	E	T	T	I	E	N	A	M	U	E	O	U
M	N	N	G	A	C	U	O	T	O	N	T	D	O	P	T	I	G	N	M
N	N	L	G	U	E	A	R	C	N	W	U	E	A	F	A	H	P	P	L
I	O	E	O	G	F	E	N	O	T	T	T	S	R	R	N	A	E	A	A
S	I	E	A	U	S	I	I	T	N	C	R	N	E	U	R	O	P	V	R
S	T	N	T	S	F	S	R	E	A	U	A	N	A	M	E	E	C	I	T
A	U	E	E	N	E	O	M	T	C	T	A	P	E	H	P	L	E	L	S
T	L	D	C	H	A	O	Q	S	N	N	I	S	M	I	C	T	F	L	E
N	I	C	O	K	R	E	B	U	A	E	A	O	T	O	I	E	H	O	C
A	D	C	O	F	O	G	B	E	N	C	E	N	N	C	W	M	N	N	A
F	C	H	A	T	E	L	A	I	N	I	N	D	U	C	T	I	O	N	A
C	O	L	L	U	T	O	I	R	E	E	L	B	A	N	I	M	O	B	A

SOLUTIONS
DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALLEMENT
1- GOBANT - USITES - DEMARCHE - ART - TEL - RIO - CESSÉ - REPREND - IL - REMUA - CEREALE - REA - LESEES - FAN - MERCI - EN - THE - TEND - OC - BESANCON - OTEE - TUA - DONALD - GAVA - BRUNCH - POITOU - ICI - COL - ASSIETTES - REFUSES - AIL - JET - PERSAN - ES - REVÉE - URGERA - PARESSE - COUIC.

VERTICALEMENT
1- MODÉRER - EVAPORER - BELEMENTS - VOLETER - SAM - PUA - HATAI - VE - NARRA - MENU - TAUPES - STRIE - LE - CABOSSEES - CONCERTO - RUSER - EUH - DESCENDU - ISSU - SEC - REIN - ONCE - ARH - SI - EPEE - DONC - TANGO - TAS - ASE - TAHITI - EU - PERSIL - NOEL - CELERI - STELES - CEDAIS - SAC.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALLEMENT
1- ESPIONNER. 2- SOUCIEUSE. 3- CL - INVEES. 4- LUC - TERRE. 5- ATONES - ID. 6- VICES - ANA. 7- AOUT - AIE. 8- GNETUNS. 9- ES - ENIEME.

VERTICALEMENT
1- ESCLAVAGE. 2- SOLUTIONS. 3- PU - COCUE. 4- ICI - NETTE. 5- OINETES - UN. 6- NEVES - AMI. 7- NUER. 8- ESERINE. 9- RESEDA - DE.

4x4

Annonement - Brouillerie
Langeais - Tourne-disque

BIFFE-TOUT : DERRIÈRE



Page réalisée
par Souiki Sidali



10/10

LE CLIP «GANGNAM STYLE» DE PSY

Le chanteur pop sud-coréen a forcé les ingénieurs de Google à réécrire en urgence le code informatique de leur plateforme. En 2012, sa chanson déjantée et sa chorégraphie du cheval sont devenues si virales qu'elles ont franchi le milliard de vues. Le flux de connexions a dépassé la limite maximale du compteur de YouTube, qui n'avait jamais été programmé pour afficher un chiffre aussi vertigineux. C'est un monument absolu de la culture web. Les internautes évoquent ce morceau avec une immense nostalgie, le considérant comme le pionnier historique qui a ouvert la voie à la mondialisation culturelle sur les plateformes numériques.

9/10

LIL MIQUELA, L'INFLUENCEUSE 100% VIRTUELLE



Une influenceuse créée par ordinateur redéfinit les frontières du mannequinat et des réseaux sociaux. Baptisée Lil Miquela, cette jeune femme numérique cumule des millions d'abonnés, collabore avec des marques de haute couture et sort des singles musicaux. Elle partage sa vie fictive, ses faux engagements et ses vlogs codés comme une véritable humaine, brouillant la frontière avec le réel. Avec plus de 10 millions de vues, le public oscille entre fascination technique et malaise dystopique. Les commentaires pointent du doigt la promotion de standards physiques totalement irréels, mais saluent l'ingéniosité de l'agence de communication qui gère ce double numérique parfait.

8/10

L'HISTOIRE VRAIE DERRIÈRE LA «DISASTER GIRL»

La petite fille au sourire malicieux devant une maison en feu a repris le contrôle de son image de façon historique. La photo originale montre Zoe Roth, alors enfant, jetant un regard espiègle face caméra pendant que des pompiers effectuent un exercice d'entraînement sur une maison en flammes. Devenue adulte, Zoe a vendu les droits de ce même planétaire sous forme de NFT pour près de 500 000 dollars. Avec plus de 5 millions de vues, les internautes ont massivement applaudi cette transaction. Le consensus est global. On estime qu'il est profondément satisfaisant de voir une personne anonyme capitaliser et prendre sa revanche financière sur un buzz subi durant son enfance.

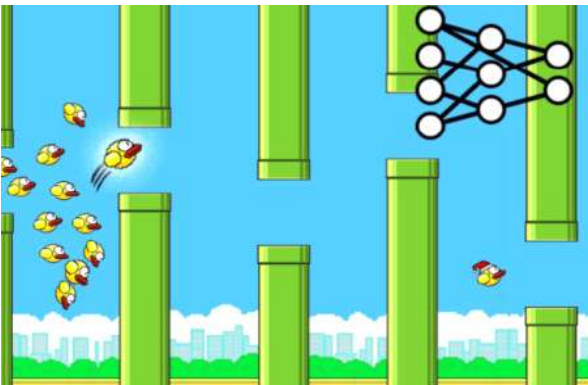
7/10

«ROLL SAFE» OU L'ART DE LA FAUSSE BONNE IDÉE

La capture d'écran d'un homme pointant sa tempe reste la référence absolue de la logique tordue sur le web. Tiré d'une websérie comique de la BBC, le visuel met en scène l'acteur Kayode Ewumi souriant. Les internautes l'utilisent pour accompagner des conseils absurdes afin d'éviter les problèmes du quotidien (comme écrire : «Tu ne peux pas être déçu par ton solde bancaire si tu ne regardes jamais ton compte»). Avec plus d'un million de vues, ce format est adoré pour son ironie mordante. Les espaces de commentaires saluent l'expressivité unique de l'acteur, qualifiant ce même d'outil parfait pour dénoncer avec humour les petits arrangements que l'humain fait avec sa propre conscience.

6/10

LE RETRAIT BRUTAL DU JEU «FLAPPY BIRD»



La suppression volontaire d'une application ultra-populaire reste l'un des plus grands séismes de l'histoire du jeu sur smartphone. En 2014, alors que son jeu mobile générait une addiction mondiale et lui rapportait des dizaines de milliers de dollars de publicité par jour, le développeur Dong Nguyen l'a retiré des stores, expliquant que la culpabilité de voir les utilisateurs détruire leur sommeil lui était devenue insupportable. Avec plus de 600k vues, le web salue l'intégrité morale exceptionnelle de ce créateur indépendant, qui a fait passer la santé mentale des joueurs avant la fortune matérielle.

5/10

LE «BOTTLE CAP CHALLENGE»

Un défi axé sur les arts martiaux a enflammé les flux vidéo en poussant des stars mondiales à la performance. Lancé par des combattants de MMA, le défi consistait à dévisser proprement le bouchon d'une bouteille en plastique d'un seul coup de pied retourné circulaire, sans renverser le contenant. Le trend est devenu planétaire lorsque des acteurs comme Jason Statham ont publié leur propre version au ralenti. Avec plus de 350k vues, le public a encensé ce défi mettant en avant le talent brut. Les commentaires ont salué une tendance saine, esthétique et impressionnante, qui changeait radicalement des défis internet stupides ou dangereux de l'époque.

4/10

«MOCKING SPONGEBOB» ET LA NAISSANCE D'UN LANGAGE IRONIQUE

Une image tirée du dessin animé Bob l'éponge a codifié la manière d'exprimer le sarcasme par écrit sur les réseaux. Le visuel montre Bob se dandinant comme une poule. Associé à un texte alternant de façon aléatoire les lettres majuscules et minuscules, ce même sert à répéter les propos d'une personne sur un ton moqueur pour en souligner toute la bêtise ou la prétention. C'est l'arme de destruction massive des débats sur X (Twitter) et Reddit. Bien que certains utilisateurs trouvent ce procédé agaçant, la majorité l'utilise comme le moyen le plus rapide et efficace pour ridiculiser un argumentaire hautain. Une publication sur le sujet a accumulé plus de 250k vues.



3/10

LE MÈME DES MOUFLES DE BERNIE SANDERS

Une simple posture hivernale lors d'un événement politique majeur a déclenché le détournement le plus bienveillant du web. Assis à l'écart sur une chaise pliante, emmitoufflé dans sa doudoune avec de grosses mofles en laine tricotées, le politicien américain Bernie Sanders a fasciné les réseaux. Sa silhouette a été détournée par millions pour l'incruster dans des scènes de films, des métros ou des œuvres d'art. Avec plus de 20k vues, la Toile est tombée sous le charme de cette authenticité brute. Les commentaires ont adoré ce décalage total avec la solennité de l'événement, saluant une image reconfortante de simplicité devenue le même le plus partagé de l'année.

2/10

LA FOLIE DES AUDIOS DE COMMENTATEURS SPORTIFS

Les envolées lyriques des commentateurs de football sont devenues la bande-son officielle des exploits ordinaires. L'audio mythique «Ankara Messi» (répétant le nom du joueur) ou les cris de stupeur des journalistes espagnols et arabes sont repris en boucle sur TikTok pour illustrer des actions banales : un chat qui évite un obstacle ou un étudiant qui attrape son stylo au vol. L'effet comique est un plébiscite total. Avec plus de 10k vues, les internautes soulignent que l'intensité dramatique insensée de ces voix insufflé une énergie héroïque et hilarante aux situations les plus simples et ordinaires de la vie de tous les jours.



1/10

LE BUZZ INTERNATIONAL DU STREET FOOD ALGÉRIEN

La gastronomie urbaine algérienne connaît un succès mondial fulgurant grâce aux vidéos de créateurs étrangers. Des influenceurs culinaires internationaux visitent Alger, Oran ou Constantine pour filmer la préparation de la Garantita, de la Mahjoubia ou des Boureks. Leurs réactions spontanées face à la générosité des portions et à la gratuité fréquente offerte par les commerçants fait sensation. Avec plus de 8k vues, la communauté web algérienne ressent une immense fierté culturelle. Les espaces de commentaires débordent de messages de bienvenue, les utilisateurs se réjouissant de voir l'hospitalité et les traditions locales mises en valeur de manière positive et authentique.

COMPÉTENCES ALGÉRIENNES À L'ÉTRANGER

Le pari d'une mobilisation durable

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé, hier, à Alger, la première réunion du Conseil supérieur de la communauté scientifique nationale à l'étranger, une nouvelle instance destinée à renforcer les liens entre les compétences algériennes établies à travers le monde et le système national de recherche, d'innovation et d'enseignement supérieur.

Lors de son intervention à l'ouverture des travaux, Kamel Baddari, a salué «l'esprit national» des scientifiques et experts algériens établis à l'étranger, qui ont, selon lui, répondu à l'appel du pays pour contribuer à son développement scientifique et économique. Le ministre a présenté la création de ce Conseil comme la traduction de la volonté du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de mettre en place des cadres institutionnels et permanents permettant de mobiliser les compétences algériennes de la diaspora au service du développement national.

VERS UNE COOPÉRATION INSTITUTIONNELLE

Selon Kamel Baddari, le nouvel organe doit permettre de rapprocher les compétences scientifiques algériennes établies à l'étranger de l'écosystème national de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Le Conseil aura notamment pour mission de formuler des avis scientifiques et technologiques, de contribuer au développement des technologies émergentes et d'accompagner la transition vers une économie fondée sur la connaissance. Le ministre a également insisté sur la nécessité de dépasser les relations ponctuelles et les contacts dispersés avec les chercheurs et experts établis à l'étranger, au profit d'un «partenariat institutionnel permanent».



L'objectif affiché est de mieux mobiliser les compétences algériennes disposant d'une expérience scientifique et technologique internationale.

ÉVALUER LES GRANDS PROJETS

Le coordinateur du Conseil, le professeur Ilyes Zerhouni, a, pour sa part, présenté les principales missions stratégiques de cette nouvelle structure. Le Conseil sera notamment chargé de formuler des propositions et des orientations concernant des projets présentant un intérêt national, ainsi que d'évaluer leur pertinence scientifique et technologique. Ses missions comprennent également la contribution à la dynamique de développement national, l'échange de connaissances et

la veille stratégique sur les technologies avancées ou en cours de développement. L'instance entend, par ailleurs, favoriser le dialogue scientifique aux niveaux national et international autour des grandes problématiques contemporaines. La première réunion a rassemblé le président du Conseil et les 28 membres constituant son assemblée générale. Parmi eux figurent 27 scientifiques et experts issus de la communauté algérienne établie à l'étranger, sélectionnés en fonction de leur reconnaissance scientifique internationale et de leurs domaines de spécialisation stratégique. Le Conseil comprend également six représentants de départements ministériels considérés comme stratégiques, ainsi que

trois responsables d'entreprises implantées à l'étranger et actives dans le domaine de la recherche et du développement. Les travaux de cette première session doivent notamment porter sur l'élaboration et l'adoption du règlement intérieur, la définition du programme de travail ainsi que la création de commissions spécialisées. À terme, les travaux du Conseil doivent donner lieu à des recommandations, des études et des rapports annuels qui seront transmis directement à la présidence de la République. Ces documents auront notamment pour objectif d'apporter une expertise sur la pertinence scientifique et technologique des grands projets et de contribuer à l'orientation des politiques publiques en matière de recherche, d'innovation et de développement durable.

L'IA AU CŒUR DES ÉCHANGES

La mise en place du Conseil intervient également dans un contexte marqué par le développement des technologies numériques et de l'intelligence artificielle. Samedi soir, à la veille de la réunion, Kamel Baddari avait rencontré le professeur Ilyes Zerhouni. Les échanges ont notamment porté sur la situation du Centre des technologies des systèmes d'enseignement virtuel et de l'intelligence artificielle (TIVES), ainsi que sur son programme de développement.

I. Kherrmane

DÉPÔT DES CANDIDATURES

L'Anie fixe les dernières échéances

L'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) a rappelé, dans une note publiée hier, les principales modalités relatives au dépôt des dossiers de candidature aux élections des membres des Assemblées populaires communales (APC) et des Assemblées populaires de wilaya (APW), prévues le 28 novembre 2026. Selon l'Anie, le jeudi 8 octobre 2026 à minuit (00h00) constitue la date limite pour le dépôt des dossiers de candidature. L'Autorité souligne également les dispositions prises concernant le contrôle des formulaires de signatures individuelles. Afin de faciliter leur vérification et d'éviter un éventuel afflux au moment du dépôt, les listes de candidats concernées sont invitées à déposer les formulaires de signatures accompagnés d'une fiche d'information comportant les données des signataires. Ces documents doivent être déposés auprès du président de la commission communale chargée de la révision des listes électorales, et ce, au moins 48 heures avant l'expiration du délai légal de dépôt des dossiers de candidature. Dans le même avis, l'Anie invite les listes de candidats à prendre contact avec le coordinateur de wilaya de l'Autorité indépendante afin de convenir d'un rendez-vous pour l'opération de dépôt des dossiers.

ALGÉRIE-GRÈCE

Convergence de vues sur plusieurs dossiers

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, le président du Parlement grec, Nikitas Kaklamanis, et la délégation l'accompagnant. Dans une déclaration à la presse à l'issue de son entretien avec le président de la République, Kaklamanis a indiqué que plusieurs sujets avaient été abordés au cours de la rencontre. «Nous avons constaté une convergence de vues sur les dossiers évoqués», a-t-il souligné. Il a également réaffirmé son engagement à œuvrer au renforcement des relations d'amitié entre les deux pays, dans l'intérêt de leurs deux peuples. Le président du Parlement grec a précisé avoir transmis, lors de cette rencontre, «les sentiments d'amitié et de solidarité du peuple grec au peuple algérien et au président de la République en personne».

Tebboune reçoit les membres du Conseil

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, les membres du Conseil supérieur de la communauté scientifique nationale à l'étranger. La rencontre s'est déroulée en présence du ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et

des collectivités locales, Brahim Merad, du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le général d'armée Saïd Chanegriha, du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

Kamel Baddari, du ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène, du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Wassim Kouidri, du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nourredine Ouadah, du conseiller auprès du président de la

République, chargé de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de la culture, Nasreddine Ben Taïfour, ainsi que du secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib.

Besoin d'une voiture fiable à un prix abordable ?

MLV Location de Voiture vous propose des véhicules adaptés à vos besoins, avec des tarifs compétitifs et des offres spéciales réservées aux entreprises.

Location de véhicules avec ou sans chauffeur

Service de chauffeur disponible pour vos déplacements professionnels, personnels, transferts et autres besoins.

MLV LOCATION DE VOITURE DRARIA ALGER



Que ce soit pour vos déplacements personnels, professionnels ou pour vos besoins d'entreprise, profitez d'un service de location simple, pratique et accessible.

Adresse : Draria, Alger

Téléphone / WhatsApp / Viber : 0792 68 08 24
Email : mohamedchakibmehalla47@gmail.com
MLV Location de Voiture — Votre mobilité, notre priorité !
Des prix abordables • Des offres avantageuses • Des offres spéciales entreprises • Avec ou sans chauffeur.